

ANALYSER II

Quelles sont les vraies urgences pour les Verts ? Devons nous encore nous disperser sur mille thèmes pour gagner notre strapontin à gauche ? Non, bien sûr, et le texte qui suit plaide pour recentrer notre action sur les crises majeures que connaît notre planète, qui posent un vrai risque pour la survie de l'humanité.

Menaces sur la planète

Les écologistes ont souvent dénoncé les crises et les menaces futures. René Dumont lance ainsi l'écologie politique avec sa position prophétique sur l'environnement et sur le développement. Cette posture reste celle d'un Lester Brown, qui nous avertit de la fin de l'abondance alimentaire, tandis qu'à l'opposé Amory Lovins nous prédit un avenir technologique. Mais nos « héros » sont désormais à la tête de véritables mouvements sociaux, tels Vandana Shiva ou José Bové, ou de partis verts lorsque les nécessités de l'action le justifient. En entrant en politique, nous écartons le pessimisme intégral pour le choix de l'action.

Certaines crises mondiales peuvent en effet trouver leur solution collective. Avec le Protocole de Montréal, il existe maintenant des chances d'empêcher le trou dans la couche d'ozone de devenir une malédiction pour la vie sur terre. La menace des OGM est loin d'être vaincue, mais nous sommes maintenant convaincus qu'il est possible d'agir et de ne pas se laisser faire. L'opposition acharnée de l'industrie aux mesures de protection contre les produits chimiques persistants (REACH) est un autre combat essentiel. D'autres causes comme la prolifération nucléaire méritent encore de se battre pied à pied, pour limiter les risques de déflagration.

La crise de la biodiversité constitue un autre casse-tête politique, puisque l'outil international (la Convention Cadre sur la Biodiversité signée à Rio) reste faible et fonctionne sans les Etats-Unis. La diminution forte de la biodiversité a déjà commencé, mais le monde sera très différent si nous stoppons l'hémorragie ou si nous laissons se produire une extinction massive des espèces animales et végétales.

Ressources pétrolières et climat

Des divergences d'analyse existent sur l'imminence de la raréfaction des hydrocarbures. Certains pensent que la crise du pétrole actuelle est la crise qui entraînera toutes les autres. D'autres comme nous pensent que les pétroles non-conventionnels (charbon, huiles lourdes, schistes, etc.) sont abondants et prendront -hélas- le relais du pétrole en quelques années, augmentant d'autant le rythme de destruction de l'atmosphère. La machine folle est capable de repartir après quelques soubresauts dramatiques.

Mais là où les deux vues convergent, c'est que la présente crise sur les prix du pétrole est sans doute la dernière alerte pour passer à une économie sobre, et partant soutenable pour la planète. Dans les deux cas il s'agit de se passer rapidement du pétrole.

Dans le cas de la crise du climat, l'objectif réaliste est de limiter le réchauffement à 2°C en moyenne sur le globe. Même dans ce cas, les dommages seront importants de notre vivant, notamment dans les pays du Sud et pour la biodiversité ; au-delà, la crise risque de devenir incontrôlable avec des pénuries d'eau pour la moitié de l'humanité, avec un cortège de guerres, de désertification et d'inondations.

Faire avec les élus actuels

Endiguer cette crise ne signifie pas la construction d'une économie de guerre. Ce n'est pas non plus la fin de la contradiction entre les tenants de la « décroissance » et ceux du « développement durable ». Si l'urgence est réelle, alors il faut admettre que ce sont les choix et les directives de la Commission Européenne, et en France du Président Chirac, de son gouvernement, de l'Assemblée Nationale telle qu'elle est, qui peuvent encore entamer ce passage à une économie sobre et indépendante du pétrole. La Commission Barroso est trop libérale à notre goût ; nos éminences françaises sont des plaisantins qui s'affichent pour le « Facteur Quatre » le lundi et font le contraire le mardi avec une loi énergie honteuse, une politique transport régressive et un plan climat vide ; quant au Parlement actuel, difficile d'être plus indifférent aux enjeux planétaires. Mais notre conviction, c'est que le mandat actuel - et dans une moindre mesure le mandat suivant - déterminera si la transition peut s'amorcer sans trop de casse. On notera que la situation est moins désespérée quant à l'influence des Verts sur les exécutifs et les assemblées en Régions.

Enfin, prendre au sérieux la crise du pétrole, ce n'est pas non plus se résigner face à l'industrie nucléaire. L'EPR représente une stratégie industrielle perdante de la France, qui ne changerait pas le statut marginal de cette énergie au niveau mondial.

Face à ces enjeux dramatiques, un geste est possible pour amorcer un débat majeur dans notre parti : voter pour la motion « anticiper », malgré ses défauts. Ce texte permettra aux Verts de recentrer leur posture politique et d'orienter leurs propositions et leurs actions.

ANALYSER II [SUITE]

Représentant :
Antoine Bonduelle
 antoine.bonduelle@wanadoo.fr

Signataires :

Île-de-France :

Philippe Quirion, Alain Dorange, Alain Lipietz,
 Sylvain Godinot, Joel Chenais, Fabrice Flippe,
 Helder De Oliveira.

Alsace :

Yann Wehring.

Haute-Normandie :

David Cormand.

Lorraine :

Marie-Anne Isler-Beguïn.

Languedoc-Roussillon :

Maryse Ardit, Jean-Claude Biau.

Midi-Pyrénées :

Alexandre Jurado.

Nord-Pas de Calais :

Antoine Bonduelle, Alain Pruvot, Alain Alpern,
 Joel Campagne, Marcel Lefebvre, Paulo-Serge Lopes,
 Ginette Verbrughe.

Poitou-Charentes :

Jacques Maret.

Rhône-Alpes :

Marc Jedliczka, Maguitte Chichereau-Dinguirard.

LEUR EUROPE ET LA NÔTRE

Les Verts sont résolument européens. Ils viennent encore de le prouver en se prononçant pour l'adoption d'une Constitution européenne par un référendum, organisé le même jour dans les 25 pays.

Néanmoins la question qui se pose n'est pas de se prononcer sur un principe général de Constitution mais sur le texte adopté qui présente, certes, des avancées, mais recèle surtout d'importants et rédhibitoires défauts.

Pendant la campagne européenne, les Verts ont souhaité, unanimement, le retrait de la partie III, la modification de la clause de révision ainsi que des modifications dans la partie I. Or, le texte adopté, non seulement n'intègre pas d'avancées sur ces points, mais enregistre des reculs. Les Verts ne peuvent pas changer de position en catimini. Car la confusion des pouvoirs entre la Commission, le Conseil et le Parlement, source d'opacité dans la prise de décision, n'est pas modifiée. D'où l'ampleur du déficit démocratique. Le Parlement n'a toujours pas de droit d'initiative en matière de lois. L'introduction du droit à pétition par 1 million de citoyens constitue une simple *invitation* à la Commission qui peut ne pas donner suite.

La fiscalité et le social, domaines fondamentaux pour approfondir la construction de l'Europe et lutter contre le dumping fiscal et social, sources de délocalisations, continueront à relever de décision à l'unanimité. *L'Europe n'est plus systématiquement synonyme de mieux-disant social ou environnemental.*

S'il s'agissait d'un simple traité, il serait légitime de faire la balance entre éléments positifs et négatifs.

Mais il s'agit d'une Constitution.

Nous devrions donc accepter de voir inscrits des principes intangibles que nous combattons, comme la véritable obsession des rédacteurs à introduire des principes économiques dans un texte constitutionnel, principes omniprésents dans les parties I et III du traité. Les objectifs assignés sont «d'offrir aux citoyens un marché unique où la concurrence est libre et non faussée» et d'œuvrer pour «une économie sociale de marché hautement compétitive». Cela signifie : une agriculture «hautement compétitive» dont il faut «accroître la productivité» ; la remise en cause des services publics, l'article 56 interdisant les aides publiques qui *faussent ou qui menacent de fausser la concurrence*. Toute politique visant à imposer des mesures

de protection de l'environnement pourra ainsi être refusée. Euratom, traité de promotion de l'énergie nucléaire au niveau européen figure dans un protocole annexé à la Constitution.

La partie III n'est qu'une compilation des politiques néolibérales contenues dans les traités de Maastricht, Amsterdam et Nice. Elle n'a pas sa place dans un traité constitutionnel. Il nous est demandé d'accepter, au nom de notre volonté de poursuivre la construction européenne, d'ériger le libéralisme économique en doctrine officielle. Et, au fond, d'entériner la création d'une vaste zone de libre échange, concurrente des Etats-Unis. Pour autant, l'indépendance de l'Europe n'est pas assurée. Les Verts sont partisans d'une défense européenne commune. Que nous propose le texte en matière de sécurité ? La soumission à l'Otan (art.41)! L'intégration de la Charte des droits fondamentaux adoptée à Nice n'apporte pas de droits nouveaux : «la présente Charte (...) ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelle pour l'Union». On nous dit qu'il faudrait, malgré ces lacunes, tout accepter, au nom des quelques avancées, en bataillant dès maintenant pour des évolutions. Mais l'unanimité des 25

LEUR EUROPE ET LA NÔTRE [SUITE]

est requise pour la moindre modification. Or, une Constitution ne se modifie pas aussi facilement qu'un traité. L'argument principal en faveur du oui est que ce traité est «moins pire» que celui de Nice. Refusons de céder au chantage de la peur. En cas de rejet, l'Europe ne cessera pas d'exister. Le traité de Nice ne convient pas à une Europe à 25, la renégociation sera donc nécessaire. Cela offrira l'occasion de lancer, sans attendre, le combat pour une Europe des régions.

Ayons le courage de dire non. Positionnons-nous aux côtés de cette large partie de l'opinion publique qui constatent les dégâts du libéralisme, de la «concurrence libre et non faussée» et de la «haute compétitivité des entreprises». Ne laissons pas euroceptiques et politiciens intéressés seuls à redonner espoir à ceux qui souffrent et qui n'ont pas leur place dans cette société hyper concurrentielle, où la compétitivité économique est érigée en valeur absolue, où la finalité, l'objectif commun, se réduit

à «consommer plus». Assurément, cette Europe n'est pas la nôtre ! Il est urgent de s'atteler à la construction d'une Europe politique qui oppose aux délocalisations intra-européennes, des politiques fiscales et sociales et des exigences environnementales concertées, qui se dote d'une Constitution qui protège ses citoyens par-delà le grand marché. Pour une Europe démocratique, sociale et environnementale, les Verts veulent une autre Constitution pour l'Europe. Ce qui implique le rejet de ce projet.

Alsace :
Stoll Henri.

Aquitaine :
Blanchard Dominique, Lasaygues Marc,
Lecrenais Patrick, Lefevre Daniel, Roux Frédéric,
Scazza Pascal, Simon Marc.

Auvergne :
Brousse Eliane, Clavaud Olivier, Girard Roger,
Gueydon Yves, Mollond Agnès, Rouaire Nicole.

Basse-Normandie :
Dornier Jean, Dornier Micheline, Fortin Michèle.

Bourgogne :
Roux André, Schmitt Philippe.

Bretagne :
Borvon Gérard, Debuyscher Roland, Ibagne Didier,
Le Boulicault Jocelyne, Maréchal Gilles,
Rodrigue Constance, Rolland Michel,
Sap Jean-Philippe.

Centre :
Girard Mauricette, Leniar Denise, Leniar Roland,
Olivier Paul, Rossignol Christophe.

Champagne-Ardenne :
Leclerc Alain, Murgier Hervé.

Franche Comté :
Griffon Annie.

Île-de-France :
Aoustin Marie, Ayadi Abdelghani, Bavay Francine,
Billard Martine, Boumediene Alima, Bourgain Michel,
Boutault Jacques, Bouzid Ahmed, Cogneras Cyril,
Dacheux Jean-Pierre, Dayot Liliane, Dayot Daniel,
Delpeyron Didier, D'hermies Suzanne,
Doudi Herman, Dubarry Francis, Durantou Janine,
Fargeas Rémi, Fischer Bruno, Fouilland Didier,
Frydman Nicole, Gabriels Boris, Galland Françoise,
Girault Jean-Pierre, Grindorge Martin,
Guibert Bernard, Hélin Bruno, Jérôme Vanessa,
Joxe Cécilia, Lafont Jean, Lahmer Annie,
Lallemand Jean-Charles, Lemaire Gilles,
Longerinas François, Lorut Danièle,
Mas Kyra-Françoise, Masnière Pierre, Mesli Rostom,

Michel David, Minnaert Pierre, Neyer Eric,
Perrin Evelyne, Pointoizen Jean-Paul, Poursinoff Anny,
Priser Michèle, Rivret Serge, Rouat Alain,
Simiot Jean-Claude, Stoeber Pierre, Teixeira Valentin,
Tintoni Thierry, Toubhans Jean-Jacques,
Verstegen Michel, Vitale Elodie, Yonnet Franck.

Limousin :
Bidon Pierette, Gipoulou Laurence.

Languedoc Roussillon :
Alamartine Françoise, Valnet Ange.

Lorraine :
Cano Daniel, Lefranc André, Pettoello Marie-José,
Poncelet Philippe.

Midi-Pyrénées :
Debaigt Philippe, Renard Patrice, Rod Didier Claude,
Schlumpf Thierry.

Nord-Pas de Calais :
Cunin Dominique, Redouté Patrick, Robilliard Denis,
Sellier Alain, Seris-Bertrand Nicole,
Vanderlynden André.

Pays de la Loire :
Boudigou Catherine, Deligny Marc,
Gallerneau Patricia, Serand Patrick,
Allaire Marie-Elisabeth.

Poitou-Charentes :
Rochaud Robert.

Provence Alpes Côte d'Azur :
Beaujard Claude, Billiotet Anne-Marie,
Bonnaud Eric, Chérel Didier, Daerden Francine,
Delhaye Annick, Diette Serge, Gerin Bernard,
Grangier Eliane, Grangier Stéphane, Hideau Olivier,
Lelièvre Isabelle, Malvezin Bruno, Mauries Catherine,
Meunier Jeanne, Messenger Valérie, Olivier Danièle,
Olivier Jacques, Olivier Michel, Otmane Aziz,
Peyron Jean-Louis, Rieux Max.

LEUR EUROPE ET LA NÔTRE [SUITE]

Réunion :
Seigle-Vatte Marie-Cécile, Tagliafierri Jean-Marc.

Savoie :
Coulombel Alain, Gablin Pierre, Jaillet Françoise,
Moccozet Laurent, Pinck René, Talbot Robert,
Yoganathan Mutiah.

Rhône-Alpes :
Cornut Pierre, Fustec Jean-François, Perrier Gérald,
Planel Hélène, Thiollière Pierre, Wilson Michel,
Yoganathan Mutiah.

ENJEUX DE SOCIÉTÉ 1 LA DOUBLE CRISE...

La lourde défaite de la « majorité plurielle » en 2002, couronnant la progression régulière de l'abstention et du Front National, a rappelé aux plus aveugles cette terrible réalité : depuis 20 ans, les forces de gauche ne savent plus offrir à la désespérance populaire de véritables solutions aux crises de notre société. Nous avons l'arrogante modestie de penser que l'écologie politique, à défaut de détenir ces solutions, a su poser les bonnes questions et indiquer de bonnes pistes. Mais nous avons été, jusqu'ici, incapables d'en convaincre l'électorat, d'en convaincre les partenaires de la gauche.

Avril 2002 sonne comme un ultime avertissement : il ne suffit pas de gagner une élection sur la base de la volonté d'alternance. Faute de mettre en œuvre des réponses de fond, suffisantes dans leurs résultats sur la durée d'un mandat, nous nous exposons à d'encore plus tragiques défaites à l'issue de ce mandat. Pour gagner en 2007, et surtout être reconduits cinq ans plus tard, il faut écouter la société et avoir le courage de réformes radicales. Et, pour cela, les Verts devront d'abord compter sur eux-mêmes.

Plusieurs grandes crises expliquent la montée de la désespérance, que l'on réduit souvent à « crise environnementale », « crise sociale », dont se chargeraient respectivement les Verts et les socialistes. La situation est plus complexe.

a) La crise du contenu et de l'idée même de progrès

Elle est à l'origine de l'émergence de l'écologie politique à côté et parfois contre les idéologies socialistes issues

du XIXe siècle. Pendant un siècle et demi, on a cru que le progrès technique, la science et l'industrie offraient les réponses à la faim, à la maladie, à la misère, et que la mission du politique et des luttes sociales consistait à répartir plus équitablement ce progrès. Aujourd'hui, le « progrès » technique, piloté par la techno-science au service du profit, apparaît comme faisant partie du problème et non de la solution.

L'énergie abondante a engendré le dérèglement climatique et l'insoluble problème des déchets du nucléaire. La révolution agricole a débouché sur une succession de crises (vache folle, etc) qui fait craindre le pire de l'irruption des OGM. L'usage incontrôlé de milliers de molécules chimiques est de plus en plus clairement suspecté d'être à l'origine de la montée des cancers et des maladies chroniques ou dégénératives.

Passer de la résistance contre un progrès devenu fou (avec, dans l'immédiat, les batailles contre l'EPR, les OGM, pour Kyoto, et pour la directive REACH) à un modèle de développement maîtrisé et soutenable, c'est, bien au-delà d'une « spécificité verte », un enjeu pour toute la société qui doit se chercher des alliés, en particulier dans les Forums Sociaux.

b) La crise de la société salariale

La victoire du libéralisme économique dans les années 80 a déchiré le pacte social « fordiste » ou social-démocrate de l'après-guerre, en

même temps qu'il anéantissait le pseudo-paradis communiste. Au nom d'une concurrence internationale organisée par les gouvernements eux-mêmes, les « avantages acquis » au sein du salariat (relatif plein emploi, croissance régulière du pouvoir d'achat, sécurité sociale et services publics) tombent un à un, ramenant la situation, du salariat féminin en particulier, aux années 1930. Les résultats très réels de la réduction du temps de travail menée par la majorité plurielle ont été gâchés par le manque de soin apporté aux secteurs les plus fragiles du salariat. Outre que les petites entreprises et la fonction publique n'ont pas connu la RTT avec embauche, l'annualisation s'est traduite, pour les ouvrier(e)s et les statuts fragiles, par une baisse des revenus et une intensification insupportable du travail. La victoire de la droite s'est fondée sur cette déception, mais a bien sûr aggravé les choses par une attaque systématique des droits sociaux.

Dans les deux années qui viennent, les luttes de résistance se polariseront vers l'espérance d'une victoire électorale, mais celle-ci ne sera possible que si elle exprime la volonté solennelle (dans la société comme de la part des candidats) de réparer les injustices et les imperfections des années 1997-2002, tout en réparant les dégâts de la politique menée par la droite.

ENJEUX DE SOCIÉTÉ 1 LA DOUBLE CRISE... [SUITE]

Signataires

Aquitaine : Lasaygues Marc, Mathieu-Vérité Dominique.	Stoeber Pierre, Toubhans Jean-Jacques, Tronchet Annie, Versteegen Michel.
Bourgogne : Phelippeau Laurent, Pilc Helga, Roux André.	Languedoc-Roussillon : Alamartine Françoise.
Bretagne : Rolland Michel.	Lorraine : Billon Serge, Lefranc André.
Centre : Leniar Denise, Leniar Roland, Marzouki Abderrahmane.	Nord-Pas de Calais : Robilliard Valérie, Sérís Nicole.
Champagne-Ardenne : Leclerc Alain.	Pays de la Loire : Bonnet Joseph, Deligny Marc, Grosdoy Augustin.
Haute-Normandie : Selwin Victoria.	Poitou-Charentes : Gandais-Riollet Nathalie.
Île-de-France : Andrianjafintrimo Elvire, Billard Martine, Blettery-Duflot Cécile, Boutault Jacques, Comte-Segrestaa Francine, Contassot Yves, Dabin Gérard, Droulout Jack, Duranton Janine, Gambier Jean-Michel, Giry Thomas, Guibert Bernard, Lebreton André, Lemaire Jean -Pierre, Lipietz Alain, Minnaert Pierre, Peurière Gérard, Philippon Guy,	Provence Alpes Côte d'Azur : Chiambretto Bruno, Garnon Patrick, Imbert-Vier Simon, Malvezin Bruno, Meunier Jeanne.
	Réunion : Tagliaferri Jean-Marc.
	Rhône-Alpes Balmain Henri, Bony Catherine, Minnaert Jacques, Minnaert Jean, Persico Danielle, Pizot Pascale, Wilson Michel.

ENJEUX DE SOCIÉTÉ 2 : ... ET ENCORE DEUX AUTRES

Crise du progrès et crise de la société salariale se combinent avec deux autres crises, celle des structures quotidiennes de la solidarité, celle du politique.

La crise de la solidarité

La tendance historique en Occident fut l'affirmation de l'autonomie des individus face aux normes et aux déterminismes de classe, d'ethnie ou de genre. Le féminisme a été une étape majeure de cette longue marche émancipatrice.

La contrepartie des tendances à la « modernisation » fut la disparition des solidarités de communauté (familiales, villageoises, etc.), jugées, non sans raison, oppressantes. Les conquêtes du salariat, l'Etat-provi-

dence, ont pendant un temps compensé l'effacement de ces solidarités tandis que la société de consommation renforçait l'individualisme. Les individus, et les plus faibles en particulier, se sont alors retrouvés démunis face à la crise de la société salariale et de l'État providence.

Dès le XIX^e siècle, l'associationisme a été une réponse populaire aux dangers de l'isolement. Mais « l'économie sociale » qui avait d'abord émergé (bourses du travail, syndicats, mutuelles, coopératives, associations) s'est depuis laissée absorber par l'État ou dissoudre dans l'individualisme.

Une des plus grosses fautes du gouvernement Jospin fut de ne pas avoir

donné suite aux engagements d'impulser le Tiers-secteur, l'économie sociale et solidaire. En fait, la vieille gauche ne conçoit d'autre forme de solidarité, de service au public, que les services de l'État, mais le social-libéralisme dominant a même reculé sur ce terrain. La droite, en coupant les vivres aux associations, n'a fait que replonger la société dans la solitude urbaine, jusqu'au paroxysme de la canicule de l'été 2003.

Sur ce fond d'isolement, le champ est libre pour le racisme, la haine de l'autre, de l'individu différent, et son revers qu'est le vieux communautarisme : le repli sur la religion ou l'ethnie. Pourtant la société aspire à recouvrer des moments collectifs de fête, de projet commun, elle expéri-

ENJEUX DE SOCIÉTÉ 2 : ... ET ENCORE DEUX AUTRES [SUITE]

mente de nouvelles formes de solidarité personnelle. Même la bataille pour le mariage entre personnes du même sexe exprime en un sens la volonté de faire reconnaître par l'État la liberté de s'associer.

Au cœur du projet social des Verts, il y a cette volonté de reconstruire la communauté sur la base de la libre association des individus, ce que les utopistes du XIX^e siècle appelaient « l'amitié », « la fraternité ». Les positions conquises dans les collectivités locales leur permettent de promouvoir des formes embryonnaires d'économie sociale et solidaire. Mais seule une grande loi-cadre du Tiers-secteur permettra son plein développement. Parallèlement il faudra défendre et démocratiser le service public d'État.

La crise du politique

« La politique, ça ne sert plus à rien »... Cette idée, terrible, a une double signification :

- « les hommes politiques ne veulent pas faire ce pour quoi ils ont été élus ». C'est la crise de la repré-

sentation politique : on ne sait plus comment accéder aux manettes, on se sent trahi ;

- « les politiques ne peuvent rien faire, à cause de la mondialisation ». C'est la crise de la politique nationale, la démocratie vidée de contenu : les manettes n'embrayent sur rien, le marché balaie tout. D'où montée de l'abstention et de la violence apolitique. De ce chaos, sur le terreau du désespoir, surgit un monstre : le terrorisme, avec pour seule réponse la répression.

La crise de la représentation est en soi un immense problème que nous examinons ailleurs. Mais quand bien même la supposerions-nous résolue, où mener ces politiques, si la concurrence mondiale dicte sa loi ?

Face à la seconde crise du politique (la démocratie évidée), il faut d'abord rappeler qu'une grande partie des rapports entre les humains, entre eux et leur environnement, se règle localement. La régionalisation, la relocalisation des décisions qui peuvent l'être, conditionne la renaissance de la démocratie. Mais cela implique

règles du jeu communes, et solidarité entre les régions, les pays riches et pauvres.

Face aux pouvoirs global du marché et des multinationales, il faut donc opposer un pouvoir démocratique de même portée. La République planétaire n'est pas pour demain, même s'il est urgent d'affirmer le primat du droit social et environnemental sur les règles de l'OMC. La première étape à notre portée, c'est l'Europe à construire.

Les Verts sont pour une Europe fédérale des régions et des peuples solidaires. Ils considèrent que le texte du traité constitutionnel constitue un pas en avant par rapport aux traités actuels (Maastricht, Amsterdam, Nice), qui désarmaient la démocratie face au marché, mais que ce pas en avant est très insuffisant. Ils divergent sur les pronostics quant aux dynamiques qui résulteraient au niveau européen de la victoire du OUI ou du NON. Un choix d'une telle gravité ne saurait être soumis à des positionnements tactiques nationaux... encore moins dans des partis nationaux !

Signataires

Aquitaine :

Lasaygues Marc, Mathieu-Vérité Dominique.

Bretagne :

Rolland Michel.

Bourgogne :

Phelippeau Laurent, Pilc Helga, Roux André.

Centre :

Leniar Denise, Leniar Roland, Marzouki Abderrahmane.

Champagne-Ardenne :

Leclerc Alain.

Haute-Normandie :

Selwin Victoria.

Île-de-France :

Andrianjafintrimo Elvire, Billard Martine, Blettery-Duflot Cécile, Boutault Jacques, Comte-Segrestaa Francine, Contassot Yves, Dabin Gérard, Droulout Jack, Duranton Janine, Gambier Jean-Michel, Guibert Bernard, Giry Thomas, Lebreton André, Lemaire Jean-Pierre, Lipietz Alain, Minnaert Pierre, Peurière Gérard, Philippon Guy, Sitbon Gomez Stéphane, Stoeber Pierre,

Toubhans Jean-Jacques, Tronchet Annie, Verstegen Michel.

Languedoc-Roussillon :
Alamartine Françoise.

Lorraine :

Billon Serge, Lefranc André.

Nord-Pas de Calais :

Robilliard Valérie, Sérís Nicole.

Pays de la Loire :

Bonnet Joseph, Deligny Marc, Grosdoy Augustin.

Poitou-Charentes :

Gandais-Riollet Nathalie.

Provence Alpes Côte d'Azur :

Chiambretto Bruno, Garnon Patrick, Imbert-Vier Simon, Malvezin Bruno, Meunier Jeanne.

La Réunion :

Tagliaferri Jean-Marc.

Rhône-Alpes :

Balmain Henri, Bony Catherine, Minnaert Jacques, Minnaert Jean, Persico Danielle, Pizot Pascale, Wilson Michel.

ENJEUX 3

LE LIEN ESSENTIEL AUX MOUVEMENTS SOCIAUX

La grande erreur à ne pas commettre serait de centrer toute la vie des Verts en 2005-2006 sur les échéances de 2007. La crise du politique exige au contraire que nous sachions faire la preuve qu'on peut changer les choses, gagner, même en dehors des périodes électorales : par la mobilisation de la société, et par la mise en œuvre de politiques publiques exemplaires dans les exécutifs locaux auxquels nous participons. Enfin, même 2007 dépend crucialement des conditions des négociations avec nos partenaires : discussions en petits comités, ou large débat impliquant les organisations de la société civile.

Il faut encore revenir aux leçons du 21 avril 2001. La majorité plurielle a été battue pour avoir perdu le contact avec celles et ceux qu'elle a déçus ou désespérés et qui s'exprimaient ailleurs. Préparer le retour au pouvoir, c'est d'abord montrer que là où l'on est déjà (les collectivités locales), on fait le maximum ; que, pour aller plus loin, il faut une majorité nationale sur un projet à la hauteur des enjeux de société. Et que cette fois, on se donne les moyens d'associer tout le monde, *avant*, dans la définition des objectifs incontournables, comme *après*, dans la mise en œuvre de nos promesses. Telle ne sera pas la tendance du PS ! L'autonomie des Verts au sein du contrat n'est donc pas une lubie particulariste. Elle doit être préservée à toutes les étapes parce que toute coalition basée sur l'hégémonie du PS mène à la défaite, en 2007 faute de convaincre, ou en 2012 faute d'avoir convaincu.

La condition d'un accord de second tour aux législatives est certes la reconnaissance de la place qui nous est due, mais surtout un engagement de législature centré sur plu-

sieurs mesures-clés pour répondre aux enjeux de la société.

À la définition de ces mesures doivent être associées les forces organisées du mouvement social. Elles seules auront en effet la capacité d'exprimer les demandes de la société, le rapport de force pour en imposer la prise en compte par nos partenaires, le poids pour faire respecter les engagements électoraux, l'implantation pour en vérifier l'impact et proposer les rectifications nécessaires.

Dès l'année 2005, il faudra donc, par une seconde génération de Conventions ou de « 3 heures pour l'écologie », appeler ces différentes forces à élaborer avec nous les points-clés de l'accord à négocier. Il faudra d'autre part organiser la confrontation entre nos partenaires politiques et nos partenaires dans les mouvements sociaux pour « peser » dans les négociations programmatiques et préparer le contrôle de la mise en œuvre des mesures-clés.

Mais comment établir un lien de confiance solide avec les syndicats et associations (écologistes, droits-de-l'homme, altermondialistes, etc) et autres mouvements sociaux ?

La « crise de la représentation » exprime en fait l'érosion d'un vieux modèle : la division verticale du travail entre les associations et syndicats, qui défendaient les intérêts immédiats et catégoriels, et les partis, qui défendaient les intérêts généraux et à long terme, mobilisant le pouvoir institutionnel. Cette division du travail garde bien sûr sa pertinence, mais elle ne correspond plus à la réalité. Les organisations comme la LDH, Greenpeace, ATTAC, la Confédération paysanne ou la CGT, n'ont certes pas vocation

à mener des politiques publiques, mais elles sont aussi un lieu d'élaboration politique. De plus en plus de gens se mobilisent sur des enjeux plus politiques que revendicatifs (les OGM...) sans avoir envie de gérer les institutions. Non sans condescendance, trop de « politiques » prétendent pourtant avoir le monopole de l'élaboration des normes sociales.

Les Verts se perçoivent plutôt dans une division « horizontale » du travail politique. Ils recherchent le partenariat, ils reconnaissent l'apport des associations, syndicats, en termes d'idées, de propositions, Ils ne se reconnaissent eux-mêmes qu'une spécificité : chercher à en faire la synthèse (ce qui implique d'être immergés dans les divers mouvements sociaux), et les porter avec résolution jusqu'à leur mise en œuvre dans les politiques publiques.

Il ne s'agit surtout pas de « reprendre ce que disent associations et syndicats ». D'abord parce qu'ils disent des choses souvent divergentes : c'est notre boulot de proposer des compromis, des nœuds de convergence solidarisant les différents mouvements sociaux. Ensuite parce que c'est justement en leur proposant des points de vue sortant de leurs propres sentiers battus que nous leur apparaîtrons utiles, voire nécessaires.

Mais ce travail patient de construction des « convergences solidaires » n'est possible que si nous respectons leurs propres capacités d'élaboration et surtout les aspirations qu'ils expriment. Cela passe par une implication réelle dans leurs luttes (même avec des propositions originales), et par un échange organisé au sein du parti Vert pour mutualiser ce que nous avons appris de ces combats communs.

Signataires

Aquitaine :

Lasaygues Marc, Mathieu-Vérité Dominique.

Bretagne :

Rolland Michel.

Bourgogne :

Phelippeau Laurent, Pilc Helga, Roux André.

Centre :

Leniar Denise, Leniar Roland,
Marzouki Abderrahmane.

ENJEUX 3

LE LIEN ESSENTIEL AUX MOUVEMENTS SOCIAUX [SUITE]

Champagne-Ardenne
Leclerc Alain.

Haute-Normandie :
Selwin Victoria.

Île-de-France :
Andrianjafintrimo Elvire, Billard Martine,
Blettery-Duflo Cécile, Boutault Jacques,
Comte-Segrestaa Francine, Contassot Yves,
Dabin Gérard, Droulout Jack, Duranton Janine,
Gambier Jean-Michel, Guibert Bernard, Giry Thomas,
Lebreton André, Lemaire Jean-Pierre, Lipietz Alain,
Minnaert Pierre, Peurière Gérard, Philippon Guy,
Sitbon Gomez Stéphane, Stoeber Pierre,
Toubhans Jean-Jacques, Tronchet Annie,
Verstegen Michel.

Languedoc-Roussillon :
Alamartine Françoise.

Lorraine :
Billon Serge, Lefranc André.

Nord-Pas de Calais :
Robilliard Valérie, Sérís Nicole.

Pays de la Loire :
Bonnet Joseph, Deligny Marc, Grosdoy Augustin.

Poitou-Charentes :
Gandais-Riollet Nathalie.

Provence Alpes Côte d'Azur :
Chiambretto Bruno, Garnon Patrick,
Imbert-Vier Simon, Malvezin Bruno, Meunier Jeanne.

Réunion :
Tagliaferri Jean-Marc.

Rhône-Alpes :
Balmain Henri, Bony Catherine, Minnaert Jacques,
Minnaert Jean, Persico Danielle, Pizot Pascale,
Wilson Michel.

ENJEUX 4

C'EST ICI, DÈS AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

Les deux années qui viennent, sans élection, seront pour nous le temps de la preuve : pour ouvrir de nouveaux champs du possible, pour faire renaître l'espoir d'un mieux vivre. Notre développement politique sera lié à notre capacité à inventer, tester des solutions innovantes, résolvant de façon écologique et pertinente les crises de la société. Nous la puise-rons dans le dialogue avec les acteurs sociaux. Nous sommes tous des militants engagés dans des combats qui convergent depuis les mobilisations collectives et depuis les positions de pouvoirs acquises.

Ce qui confortera la confiance des électeurs, ce sera la capacité des Verts à assumer totalement les programmes actés avec leurs partenaires de la gauche. S'ils leur sont loyaux dans les exécutifs, ils se doivent d'être intran- sigeants sur les moyens financiers et humains qui leur seront alloués. Ils ne toléreront aucun renoncement de principe dans les engagements pris en commun.

Notre action, dans la gouvernance et la militance, se doit de répondre aux quatre crises qui traversent notre société, à partir de nos forces telles qu'elles sont, et sans plus attendre.

- Face à la crise du progrès qui inter- pelle les secteurs de la recherche sur la finalité des études en cours, l'in- dustrie et l'agriculture à propos de leur impact sur l'environnement, les firmes sur la finalité de leur produc- tion et les nuisances qui en décou- lent (pollution chimique, effet de serre, radioactivité, déchets), les Verts agiront pour réorienter les recherches sur des objectifs écolo- compatibles en redéployant les financements. C'est dès aujourd'hui que nous préparerons des solutions techniques axées vers la réduction des dépenses énergétiques, vers les sources d'énergies renouvelables, la dépollution, la sécurité sanitaire et alimentaire, etc...

Nous développerons nos liens avec tous les collectifs remettant en cause

la logique productiviste et capables de produire un impact positif sur l'opinion publique, afin de peser sur les rapports de force régionaux et locaux.

- Face à la crise salariale qui inter- pelle directement les tenants de la société duale et démontre la bruta- lité des rapports capital/salariat dès lors que le politique ne garantit plus le respect du contrat social et qu'in- stitutions et entreprises ne jouent plus leur rôle de piliers du pacte social, il est urgent de construire une alternative à la disparition de l'en- treprise comme entité collective (au profit du « contrat interpersonnel » à l'anglo américaine) et à l'émergence de nouveaux rapports entre rému- nération et travail. Les régions sont des espaces propices au développe- ment local et au tiers-secteur, que nous pouvons favoriser par une poli- tique d'aides à projet. Il nous faut veiller au respect du droit du travail et encourager les avancées sociales dans les PME principalement. Mais

CONTRIBUTION - ENJEUX 4

C'EST ICI, DÈS AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN [SUITE]

aussi faire surgir des formes nouvelles d'action collective qui proposent du lien social indépendamment du rapport au travail, et développent une activité économique alternative à la logique du capitalisme libéral.

• Face à la crise des solidarités qui altère les modes de vie et le rapport aux structures de base de la société, qui permet les "libertés conditionnées" de la société mercantile et la casse des rapports sociaux de travail, il appartient aux Verts de définir des politiques locales offensives en faveur d'un développement local du tiers-secteur, d'une écologie urbaine qui prenne en compte un nouveau rapport entre les différents groupes humains, basé sur la mixité et la disparition des ghettos. Afin de faire émerger les initiatives les plus signi-

fiantes en matière de re-création de lien social, il faut privilégier l'action associative débouchant sur des formes nouvelles de "communauté de base".

• Face à la crise du politique qui remet en cause la représentativité, mais aussi l'exercice concret du pouvoir par les institutions et par une machine administrative imprégnée par l'idéologie technolibérale, les Verts ont à convaincre l'opinion du bien-fondé de la démocratie participative à partir de leurs positions de pouvoir. Ils doivent articuler le rôle des technocrates dans le débat public selon une vision interactive de la démocratie. Une frange significative de la fonction publique peut être ralliée sur des positions éthiques : pour un ser-

vice public plus soucieux de l'intérêt général.

Il nous faut construire des lieux de confrontation entre acteurs sociaux et représentants élus, phase indispensable pour élaborer ce que seront les projets politiques de demain, sur lesquels la gauche pourra se retrouver et gagner.

C'est sur ces bases "d'utopie réaliste" que les Verts seront à même de se renforcer politiquement et d'acquérir l'expérience collective nécessaire. Ce sera l'occasion de confirmer notre aptitude à agir sur les leviers qui nous sont confiés. Ce sera notre préparation politique au cas où nous serions appelés par les urnes à exercer des responsabilités gouvernementales.

Signataires

Aquitaine :
Lasaygues Marc, Mathieu-Vérité Dominique.

Bourgogne :
Phelippeau Laurent, Pilc Helga, Roux André.

Bretagne :
Rolland Michel.

Centre :
Leniar Denise, Leniar Roland,
Marzouki Abderrahmane.

Champagne-Ardenne :
Leclerc Alain.

Haute-Normandie :
Selwin Victoria.

Île-de-France :
Andrianjafintrimo Elvire, Billard Martine,
Blettery-Duflot Cécile, Boutault Jacques,
Comte-Segrestaa Francine, Contassot Yves,
Dabin Gérard, Droulout Jack, Duranton Janine,
Gambier Jean-Michel, Giry Thomas, Guibert Bernard,
Lebreton André, Lemaire Jean -Pierre, Lipietz Alain,
Minnaert Pierre, Peurière Gérard, Philippon Guy,
Stoeber Pierre, Toubhans Jean-Jacques,
Tronchet Annie, Verstegen Michel.

Languedoc-Roussillon :
Alamartine Françoise.

Lorraine :
Billon Serge, Lefranc André.

Nord-Pas de Calais :
Robilliard Valérie, Sérís Nicole.

Pays de la Loire :
Bonnet Joseph, Deligny Marc, Grosdoy Augustin.

Poitou-Charentes :
Gandais-Riollet Nathalie.

Provence Alpes Côte d'Azur :
Chiambretto Bruno, Garnon Patrick, Imbert-Vier Simon,
Malvezin Bruno, Meunier Jeanne.

Réunion :
Tagliaferri Jean-Marc.

Rhône-Alpes
Balmain Henri, Bony Catherine, Minnaert Jacques,
Minnaert Jean, Persico Danièle, Pizot Pascale,
Wilson Michel.

ANALYSER

(INTRODUCTION À LA MOTION PONCTUELLE « ANTICIPER »)

A la fin du 20^e siècle, dans nos sociétés européennes, la vie individuelle semblait prendre son temps. Chaque matin nous laissait imaginer les projets, les actions, les joies et les peines qui se déploieraient pendant la journée. Nous supposions que demain il en serait de même pour nous et nos enfants, en mieux peut-être, malgré les difficultés économiques et sociales.

Nous avions de l'eau pour boire. Nous n'y faisons plus attention. L'eau coulait, claire et rafraîchissante. Nous achetions ce qu'il fallait pour manger. N'avions-nous pas été au marché du samedi butiner le long des étals ? Nous préparions le repas à notre goût, en évitant les produits transgéniques ou pollués par les pesticides.

Nous aimions les voyages. Ceux que nous faisons quand nous en avons les moyens et la disponibilité. Comme ceux dont nous rêvions devant les panneaux publicitaires ou l'écran de la télévision. Nous avions l'impression que le monde entier nous était accessible. Nous prenions le temps de vivre.

Aujourd'hui, le temps n'est plus de notre côté. Chaque jour qui passe nous rapproche d'un choc imminent que nous ignorons : la fin de l'ère séculaire des hydrocarbures bon marché. Comme vous, nous fûmes incroyables, voire sidérés qu'une telle problématique, apparemment étroite, puisse à elle seule avoir bientôt des conséquences dévastatrices dans tous les domaines, sur tous les continents. Pourtant, notre analyse conduit à penser que ce ne sera pas un simple choc pétrolier, ce sera la fin du monde tel que nous le connaissons.

Ce choc nouveau, dont nous percevons les prémisses, provient de la coïncidence, sur quelques années, de trois situations inédites :

1) Géologique : le déclin définitif de la production de pétrole. Même si des controverses et des incertitudes existent sur la date du pic de production (2006 ? 2008 ? 2010 ?), négliger son advenue proche nous paraît irresponsable.

2) Economique : l'excès structurel de la demande mondiale sur l'offre de pétrole. Les cours du baril grimpent. L'inflation des produits pétroliers se propagera aux autres domaines, notamment l'agriculture et la pêche, les transports et le tourisme.

3) Géopolitique : l'entrée, depuis le 11 septembre 2001, dans un état permanent de guerre, de terrorisme et de sabotages. Le problème du Moyen-Orient, ce n'est pas « les Arabes » ou « l'Islam », c'est notre longue addiction au pétrole, c'est la complaisance américaine et européenne envers des régimes répressifs, c'est l'hubris productiviste.

Bien sûr, il existe d'autres questions graves que les Verts ne cessent d'examiner pour y proposer des solutions. Le changement climatique, la chute de la biodiversité et les conséquences sanitaires des pollutions, la casse sociale du libéral-productivisme et la déchirure Nord-Sud, la monarchie chiraquienne et les divisions sur la construction européenne... Nous ne mésestimons pas ces questions. Nous pensons simplement que, dans l'ensemble des systèmes en crise aujourd'hui, l'approvisionnement en hydrocarbures est le maillon faible qui cède le premier.

L'erreur des Verts n'est pas de vouloir être un parti généraliste. Elle serait d'ignorer l'irruption de la crise éner-

gétique, méconnue de beaucoup. Elle serait de nier son imminence et d'en sous-estimer les conséquences. Elle serait de nous défilant devant les temps difficiles qui s'annoncent.

Nous ne vous demandons pas de croire instantanément tous les tenants et aboutissants de cette problématique. Il est normal qu'une réaction d'étonnement, puis de curiosité, de désir d'information et de débats, succède à une annonce bouleversante. C'est pourquoi nous n'avons pas déposé de motion d'orientation inspirée par cette problématique : malgré le temps qui presse, l'ensemble des Verts doit d'abord en être informé, y réfléchir, en débattre. Néanmoins, nous avons déposé une motion ponctuelle qui, si elle a votre soutien, permettra à notre parti d'élaborer une nouvelle posture politique – une nouvelle analyse du monde – pour orienter ses propositions et ses actions.

Notre analyse politique marque une rupture avec les projets félicistes (« en votant pour nous, ça ira mieux demain »). Notre action n'est plus guidée par les vœux pieux de programmes souriants qui ne se réalisent pas, avec pour conséquence les déceptions, les déceptions et même les défections des citoyens (abstention). Nous ne cherchons pas à construire un impossible monde meilleur, mais à réduire les conséquences du pire qui arrive. Nous n'avons pas choisi cette réalité de la crise énergétique, elle s'impose à tous. Nous avons même intensément lutté depuis trente ans pour essayer de l'éviter. Nous avons échoué. Notre responsabilité est désormais de changer de posture. De nous préparer à affronter l'inflation, la récession, les tensions sociales et internationales, la guerre.

Signataires

Alsace :

Fernique Jacques, Hauss Yves, Stoeckel Hugues.

Aquitaine :

Colocoloff Chantal, Daverat Michel,
De Marco Monique, Guénée Mireille,
Mayereau Louisette.

ANALYSER

(INTRODUCTION À LA MOTION PONCTUELLE « ANTICIPER ») [SUITE]

- Basse-Normandie :**
Marie Mickaël, Poncet Jean-Marc.
- Bourgogne :**
Durnerin Christine.
- Bretagne :**
Bernard Dominique, Chéradame Anne,
Cochet Céline, Le Boulicaud Jocelyne,
Provault Patrick.
- Centre :**
Labes Christian, Ronceray Dominique, Soler Thierry.
- Champagne-Ardenne :**
Crouzot Gérard, Joannesse Raymond, Joly Gérard,
Joly Stéphane.
- Franche-Comté :**
Guyet Hubert.
- Haute-Normandie :**
- Île-de-France :**
Agier-Cabanes Isabelle, Alluchon Mathilde,
Amedro Alain, Atallah Marie, Barrau Christophe,
Bastard Luc, Boyer Géraldine, Candelier Catherine,
Caplat Jacques, Catahier Syrine, Chaimovitch Patrick,
Chaplain Mathias, Cloarec Dominique,
Cochet Yves, Contat Franck, Dacheux Jean-Pierre,
Dedieu Dominique, Deffarge Sophie,
Delcombre François, Denjean Jean-Marc,
Dorange Alain, Dubarry Francis,
Dumesnil Jean-Luc, Dussart Dominique, Eloi Arnaud,
Ferreira Lino, Filippetti Aurélie, Flipo Fabrice,
Girard Pascale, Grand Marie-Aleth, Héron Bernard,
Hoffet Françoise, Kerckove Stéphen,
Komites Pénélope, Lapp Karim, Ledoux Eric,
Le Duc Jean-Patrick, Le Port Corinne, Loichot Elisabeth,
Mathis Sophie, Mercier Jean-Jacques, Meslé Patrick,
Nguyên Van Thuy, Orsini Isabelle, Pagès Olivier,
Parayre Claudine, Pauron Charlotte, Pompili Barbara,
Portugal Maria, Poulteau Eve, Ranguin Cécile,
Sainte Fare Garnot Laurent, Salvi Philippe,
Sébert-Montels Stéphane, Serne Pierre, Sinaï Agnès,
Stoeber Pierre, Tarraud Bruno, Turbelin Dominique,
Valois Raymond, Vampouille Michel, Villard Christine,
Yonnet Franck.
- Languedoc-Roussillon :**
Angot Rémi, Chartrand Frédérique, Comps Michèle,
Iordanoff Aliocha, Iordanoff Sylvain, Laisné Jean-
Marc, Pasquet Corinne, Robert Noyon Sabine,
Thiebaut Geneviève, Triboulet Pomme.
- Lorraine :**
Poncelet Philippe.
- Midi-Pyrénées :**
Calmettes Jean-Louis, Dedébat Nicole,
Dedieu-Casties Françoise, Lenglet Catherine,
Saracino Marc.
- Nord-Pas-de-Calais :**
Redouté Patrick.
- Pays de la Loire :**
Allard Gérard, Aubert Marie-Hélène, Aubron Gérard,
Bulard Olivier, Chenu Christian, Hubert Richard,
Mahé Gilles, Naizin Patrick, Quirion Michel,
Ratouit Frédéric, Vernageau-Bazin Marie-Jeanne.
- Poitou-Charentes :**
Brion Yves, Larible Patrick, Rivet Serge.
- Provence-Alpes-Côte-d'Azur :**
Bordin Robert, Susler Ozcan.
- Rhône-Alpes :**
Allain Dominique, Comte Roland,
Gouzou-Testud Guylaine, Longeon Olivier,
Mazalaigue Joël, Silva Patricio, Vernay Paul.
- Savoie :**
Guilhaudin Nicole.

PRÉSIDENTIELLE 2007 : ROMPRE AVEC LA LOGIQUE DE LA V^{ème} RÉPUBLIQUE

Nous, les Verts, sommes de fervents partisans d'une rupture avec la logique monarchique de la 5^e République. Nous avons même été la première formation politique à oser proposer la dénomination "sacrilège" de 6^e République.

Cependant, nos candidats successifs à la "course au trône" n'ont jamais réellement critiqué la monarchie présidentielle française, institution d'un autre âge, véritable poison pour la démocratie et la vie politique. Bien au contraire, nous nous sommes accommodés de l'institution au lieu de la combattre, allant jusqu'à tomber dans le piège des luttes fratricides.

Il est urgent de sortir de cette situation.

Il est temps de mettre en cohérence nos déclarations et nos pratiques.

C'est pourquoi nous demandons à la direction des Verts, issue du congrès de Reims, d'engager le parti, sans plus attendre, dans la dénonciation vigoureuse du présidentielisme français. A cet effet, pour l'échéance de 2007, il conviendra que les Verts débattent et choisissent la meilleure stratégie et ce avant fin 2005 :

soit ne pas présenter de candidat(e), expliquer ce choix, se consacrer aux législatives et à l'obtention de la proportionnelle ;

soit présenter un(e) candidat(e) qui portera, comme message central, l'exigence de l'abandon du présidentielisme et le passage à un régime parlementaire à l'européenne, caractérisé par une seule élection "reine" : le scrutin législatif à la proportionnelle ;

une tête unique de l'exécutif, le pre-

mier ministre, désignée par l'assemblée et responsable devant elle ;

un chef de l'état réduit à une "autorité morale et institutionnelle" sans pouvoir politique réel, quelque soit son mode d'élection.

La rupture avec la monarchie présidentielle est indispensable pour revitaliser la démocratie française. Cette rupture facilitera l'émergence du projet politique porté par les Verts. En préparant les échéances de 2007, ne fuyons pas ce combat. Là est la cohérence, là sera notre cohérence.

27 septembre 2004

Cohérence 2007 n'est pas un courant, mais une plateforme de réflexion et proposition sur le thème de la dénonciation réelle du présidentielisme à la française.

Contact : **coherence.2007@laposte.net**

Aquitaine

Mallet Alain, Novaresse Gérard.

Île-de-France

Alluchon Mathilde, Guibert Bernard.

Midi-Pyrénées

Baudoin Cathy, Cayre Jean-Michel, Cluzel Louis,
Courjault-Radé Pierre, Cros Guillaume,
Freiche Guy, Guibaud Florence,
Houlette Jean-Pierre, Jeuniau Martine,
Merlo Jean-Pierre, Rabat Jean,
Rouffignac Claude, Serin Christian,
Vaisson Jacques.

Nord-Pas de Calais

Surin Martine.

Pays de la Loire

Bousquet Christian.

Provence Alpes Côtes d'Azur

Perrimond Jean-François.

Rhône-Alpes

Depey Maurice.

Savoie

Pinck René.

Représentant de la contribution :

Jean-Pierre Merlo

Contact : **jpierre.merlo@wanadoo.fr**

CRISES ENVIRONNEMENTALES I, QUELS CONSTATS ?

Depuis plus de trente ans l'avenir de la planète est l'objet d'alarme. Aujourd'hui sur le front des quatre crises environnementales majeures les constats sont terribles : les ressources s'épuisent et la crise du

pétrole fait la une, la destruction de la diversité biologique s'aggrave depuis déjà des dizaines d'années (voir contribution "préservation de la nature"), nous relarguons encore trop de CO2 et divers autres gaz à

effet de serre, les polluants divers, en particulier ceux de la chimie du pétrole, contaminent l'ensemble de la biosphère depuis déjà trop longtemps. Les effets sur le climat, la santé, la nature sont déjà lourds.

CRISES ENVIRONNEMENTALES I, QUELS CONSTATS ? ” [SUITE]

Sans oublier les menaces de poursuite de la fuite en avant dans la folie du nucléaire.

Certes la proximité temporelle des ruptures irréversibles de divers mécanismes de la biosphère, leurs états de dégradation sont très difficile à évaluer, les effets et leurs perceptions différent selon leur nature, que l'on soit au Nord ou au Sud, riches ou pauvres. Mais la nature et la gravité des enjeux, qui sont ceux du maintien même de la vie, celle de l'espèce humaine mais aussi de l'ensemble du monde vivant, commandent de cesser de tergiverser.

Il nous faut donc aujourd'hui apprécier la complexité des risques environnementaux et leurs conséquences économiques et sociales en analysant les différences majeures entre la déplétion des ressources et les autres crises. La déplétion du pétrole "début", on ne va pas chicaner sur la date, c'est un phénomène inéluctable imposé par la finitude physique de la planète. Mais d'une part, si nous ne succombons pas en particulier aux tentations d'utiliser d'autres sources de pétrole non-conventionnelles et de développer le nucléaire, elle aura environnementalement des aspects positifs : diminution des émissions de CO₂, des polluants de la chimie du pétrole, moins de bagnoles donc plus d'espaces libérés en ville, ... ET d'autre part, si elle est potentiellement explosive, si les conséquences économiques au Nord seront drastiques parce qu'elle concerne l'une de nos ressources énergétiques majeures, anticiper peut, et

doit, permettre de réguler les conséquences sociales, au moins les plus néfastes.

Par contre les trois autres, qui sont déjà en cours depuis longtemps, ne nous sont pas imposées mais résultent de notre inconscience, individuelle et collective, mais les perturbations bio-physico-chimiques en cause sont incontrôlables.

Les mécaniques naturelles impliquées sont irréversibles. Les espèces disparues sont irremplaçables ; le CO₂, les polluants rejetés resteront présents, avec leurs impacts sanitaires et sur la nature, pour des échelles de temps allant de plusieurs dizaines d'années à plusieurs siècles. Nous ne pouvons qu'espérer une limitation de leurs effets. Certains déchets nucléaires sont là pour des millions d'années. On ne peut donc en négliger les conséquences, sous prétexte qu'au Nord, on ne va plus pouvoir rouler en bagnole aussi facilement.

Certes notre incapacité à anticiper de manière efficace les changements technologiques indispensables pour répondre en particulier à la déplétion du pétrole va rendre très douloureuse la mise en place des changements inexorables dans nos modes de vie, de consommation et de production. Mais n'oublions pas que le Sud, lui, souffre déjà du rationnement que nous lui imposons de fait, pour l'ensemble des ressources, et trop souvent par la violence, la guerre.

Si l'usage du pétrole est l'un des facteurs essentiels de l'empreinte écolo-

gique des sociétés du Nord, globalement il nous faut intégrer tous les flux de matière et d'énergie générés par l'ensemble des activités humaines. Aussi bien les flux entrants visant à satisfaire les besoins à travers la production, les modes de consommation, les activités diverses, que les flux sortants, c'est à dire les produits et leurs devenir, les déchets.

Or aujourd'hui c'est l'empreinte globale de l'ensemble des populations humaines qui est déjà supérieure aux capacités de production primaire et de recyclage de la planète. Et cela alors même que la plus grande partie des populations humaines vit dans le dénuement.

Le Nord devrait donc être triplement motivé à renoncer au productivisme et au consumérisme gaspilleur : nécessité de permettre la croissance qualitative des conditions de vie au Sud, de respecter les limites de la planète, et de préserver la diversité des formes de vie.

L'émergence de cette troisième alarme pétrolière est donc évidemment décisive. Aucun gouvernement, de la droite à la gauche, n'ayant su, au moins durablement et avec persévérance, tirer les leçons des deux premières. C'est notre dernière chance de pouvoir anticiper la mise en œuvre de mesures appropriées, mais celles-ci doivent intégrer l'ensemble des contraintes environnementales, sociales, et sanitaires, sinon on voit bien que certaines réponses à la crise du pétrole peuvent alors contribuer à aggraver les autres crises.

Alsace :

Wherling Yann, Stoll Henri.

Aquitaine :

Colocoloff Chantal.

Bretagne :

Uguen Alain.

Haute-Normandie :

Cormand David.

Île-de-France :

Chenais Joël, Dorange Alain, Ferrier Lucien, Flores François, Hascouet Guy, Jean Joseph Alain, Lelièvre Maud, Papaloisos-Chenais Héléne, Poli Stéphane, Zentelin Jean Louis.

Lorraine :

Isler-Béguin Marie Anne, Chiajeze Roger.

Lanquedoc Roussillon :

Biau Jean Claude, Dupont Laurent, Pollet Patrice.

CRISES ENVIRONNEMENTALES I, QUELS CONSTATS ? ” [SUITE]

Midi-Pyrénées :
Jurado Alexandre.

Pays de la Loire :
Desprez Frantz.

Poitou-Charentes :
Caroff Gilbert, Ferrier Bernard, Koch Claudine,
Maret Jacques.

Provence Alpes Côtes d’Azur :
Azibi Gérard, Azibi Ludovic, Azibi Sebastien,
Chesnel Luc, Grognou Alain, Murret Jean Pierre,
Navio Sophie.

Rhone-Alpes :
Arnou Eric, Dinguerard Maguitte, Longeon Olivier.

CRISES ENVIRONNEMENTALES II, QUE FAIRE ?

ATTENTION, CE TEXTE EST UNE MOTION PONCTUELLE,
Voir p.45

CRISES ENVIRONNEMENTALES II, QUE FAIRE ? [SUITE]



L'AUTONOMIE ET L'ANALYSE DES ÉLECTIONS

Le CNIR en juin 2003 a voté à 75% des suffrages exprimés la motion suivante, qui précisait la motion sur l'autonomie contractuelle, adoptée à 61,76 % des votants lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2002 :

“ La stratégie d'autonomie contractuelle pour les élections 2004 est définie par la motion de synthèse du congrès de Nantes et par la motion ponctuelle intitulée autonomie contractuelle adoptée en novembre dans les AG décentralisées.

Elle comporte deux aspects :

- le contrat avec les partenaires dans

un esprit de participation à la gestion publique, ce qui suppose rencontres et travail d'élaboration programmatique ;

- l'autonomie, pour rendre visibles et lisibles les idées défendues et crédibiliser les Verts.

Sur ces bases, l'objectif des Verts est de gagner ou conserver le maximum de régions et de départements gérés par la gauche et les écologistes dans le but de réorienter les politiques publiques vers un développement humain soutenable.

Le CNIR propose aux régions :

d'engager ou de poursuivre avec les

partis politiques de la gauche parlementaire, alternative et régionaliste les discussions pour un programme et des listes d'union au second tour des régionales ;

de constituer au 1^{er} tour des listes autonomes Vertes ouvertes à la société civile, aux partis et organisations de la gauche alternative et régionaliste qui partagent nos objectifs, nos luttes de terrain et notre volonté de réformer la société, en soulignant que plus le nombre des régions en listes autonomes sera important, meilleur sera le résultat tant collectif qu'individuel.

L'AUTONOMIE ET L'ANALYSE DES ÉLECTIONS [SUITE]

Aucun accord ne pourra être conclu aux élections de 2004 avec toute organisation qui refuse a priori le rassemblement avec la gauche au 2^e tour en vue d'exercer ensemble des responsabilités exécutives."

Cette motion affirmait donc une volonté d'ouverture et d'union des Verts avec toute la gauche pour gagner ou conserver le maximum de régions. Cette stratégie a atteint son objectif. De plus, elle affirmait l'impératif de ne pas diluer notre message dans des accords de premier tour, de ne pas être les sous-traitants de l'environnement dans des listes menées par les seuls socialistes et de permettre aux électeurs d'exprimer leur adhésion à nos valeurs.

Les Verts ont finalement présenté des listes indépendantes du Parti socialiste dans 8 régions sur 21 régions métropolitaines. Toutes les listes présentées ont obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés, une liste a dépassé les 10 %.

Tout le monde convient aujourd'hui que les campagnes autonomes ont permis beaucoup mieux que dans les régions en listes fusionnées de faire entendre les propositions des Verts. Nous avons également abandonné la place à des listes autonomes du MEI ou du Parti communiste, qui ont ainsi pu mordre sur des électeurs, qui ont l'habitude de voter pour les Verts.

Imaginons ce qu'aurait été l'impact positif de 15 à 20 listes autonomes toutes au dessus de 5 % des suffrages exprimés. Il est regrettable que les orientations majoritairement votées au niveau national par l'assemblée générale de 2002 et confirmées par le CNIR n'aient pas été suivies par un plus grand nombre de régions.

La stratégie choisie aux élections régionales a également eu des répercussions directes sur nos résultats aux élections européennes. Dans les régions où nous étions en listes communes avec le Parti socialiste, nous

perdons en nombre de voix 11,20 % de plus que dans les régions en listes autonomes par rapport aux élections européennes de 1999.

Par la voix de son premier secrétaire, le Parti socialiste s'était engagé à fusionner au deuxième tour sur la base des résultats du premier tour. Dans deux régions les têtes de liste socialiste, en Champagne-Ardennes, Jean Paul Bachy, et en Midi-Pyrénées, Martin Malvy, ont refusé la fusion. Dans les deux cas, les prétextes invoqués étaient plus fallacieux les uns que les autres. Si nous y ajoutons l'attitude prise aux élections sénatoriales par la fédération départementale du Rhône, nous ne pouvons qu'être inquiet sur la capacité de la direction nationale du Parti socialiste à faire respecter les engagements nationaux. Quant à eux, dans cette séquence électorale 2004, les Verts ont respecté tous leurs engagements. Nous en attendons autant de nos partenaires potentiels.

Signataires

- | | |
|---|---|
| | Dubarry Francis, Guibert Bernard, Kouyaté Michel, Lemaire Gilles, Lipietz Alain, Millot Patricia, |
| Alsace : | Minnaert Pierre, Placé Jean-Michel, Poursinoff Anny, |
| Moog Jean-Claude. | Ramseier Reynald, Sitbon Stéphane, Teixeira Valentin, Tronchet Annie, Vicherat Philippe. |
| Aquitaine : | |
| Mathieu-Vérité Dominique. | Limousin : |
| | Normand Roger. |
| Auvergne : | |
| Aubert-Dasse Claudy, Brousse Eliane. | Midi-Pyrénées : |
| | Grèze Catherine, Maurice Antoine, Montariol Guy, |
| Bourgogne : | Paysokhan Nazy, Prido Françoise. |
| Roux André. | |
| Bretagne : | |
| Borvon Gérard, Creac'h Youenn, Ibagne Didier, | Nord-Pas de Calais : |
| Rodrigue Constance, Rolland Michel. | Alpern Alain, Desvenain Thomas, Robilliard Valérie, Sérís Nicole. |
| | |
| Centre : | |
| Bragoulet Jean-Claude, Marzouki Abderrahmane, | Provence Alpes Côte d'Azur : |
| Rossignol Christophe. | Imbert-Vier Simon, Malvezin Bruno, Marimot Guy, Meunier Jeanne, Perrimond Jean-François. |
| | |
| Champagne-Ardennes : | |
| Leclerc Alain. | Réunion : |
| | Seigle-Vatte Marie-Cécile, Tagliaferri Jean-Marc. |
| | |
| Haute-Normandie : | |
| Cormand David. | Rhône Alpes : |
| | Balmain Henri, Cornut Pierre, De Beaumont Anne, Leras Gérard, Minnaert Jacques, Minnaert Jean, Pizot Pascale, Sandt Olivier, Wilson Michel. |
| Île-de-France : | |
| Blettery-Duflot Cécile, Boutault Jacques, | Savoie : |
| Comte-Segretaa Francine, Dacheux Jean-Pierre, | Marouzé Olivier. |

LES 10 VALEURS CLÉ (DES VERTS DES ETATS-UNIS)

Ce texte a été adopté comme leur charte fondamentale par les Verts des Etats-Unis lors de leur Congrès 2000. Largement diffusées et popularisées, ces 10 valeurs clés engagent tou(te)s les adhérents, élus et représentants des Verts états-uniens.

L'objectif de cette contribution est de faire connaître ces «10 valeurs clé», de susciter le plus large débat possible autour de la proposition de nous doter d'un outil comparable (adapté à nos particularités européennes), afin que notre parti adopte une charte aussi ambitieuse, concise, précise, et contraignante, avant les élections de 2007.

Les dix valeurs clés des US Greens

1 - Démocratie de base

Chaque être humain mérite d'exprimer son opinion sur les décisions qui affectent sa vie ; aucun ne doit être soumis à la volonté d'une autre personne. Dès lors, nous travaillerons à augmenter la participation publique à tous les niveaux de gouvernement, et à assurer que nos représentants élus rendent des comptes à ceux qui les ont élu. Nous travaillerons aussi à la création de nouveaux types d'organisations politiques qui permettront de renforcer la participation démocratique en incluant directement les citoyens dans les processus de prise de décisions.

2 - Sagesse écologique

Les sociétés humaines doivent se développer avec la compréhension que nous sommes partie intégrante de la nature, et non séparés de la nature. Nous devons maintenir un équilibre écologique et vivre écologiquement avec les ressources limitées de nos communautés et de notre planète. Nous soutenons un projet de société durable qui utilise les ressources de telle manière que les générations futures en bénéficieront et ne souffriront pas des pratiques de notre génération. A cette fin, nous devons avoir des pratiques agricoles qui régénèrent les sols, évoluer vers un usage efficace et économe

de l'énergie, et vivre de manière à respecter l'intégrité des systèmes naturels.

3 - Justice sociale et égalité des opportunités

Toutes les personnes ont des droits et doivent avoir l'opportunité de bénéficier équitablement des ressources produites par la société et notre environnement. Nous devons en conscience confronter nos propres opinions, nos organisations, et toute la société aux barrières importantes que représentent le racisme et l'oppression de classes, le sexisme et l'hétérosexisme, l'âgisme et le handicap, qui empêchent un traitement équitable et une justice égale sous le regard de la loi.

4 - Non violence

Il est essentiel que nous développiions des alternatives concrètes à nos pratiques courantes de la violence à tous les niveaux, de la famille à la rue, jusqu'aux nations et au monde. Nous travaillerons à la démilitarisation de nos sociétés et à l'élimination des armes de destruction massive, sans pour autant être naïfs sur les intentions des autres gouvernements. Nous reconnaissons le besoin d'auto-défense, et de défense de ceux qui sont en situation de faiblesse. Nous ferons la promotion des méthodes non violentes pour nous opposer aux pratiques et aux politiques que nous désapprouvons, et nous agirons en faveur d'une paix durable des personnes, des communautés et du monde.

5 - Décentralisation

La concentration des richesses et des pouvoirs contribue à l'injustice économique et sociale, à la destruction environnementale et à la militarisation. Dès lors, nous recherchons une restructuration des institutions sociales, économiques et politiques, pour sortir d'un système sous le contrôle et au bénéfice de quelques puissants, et évoluer vers un système démocratique, moins bureaucratique. Les processus de prise de décision devront, autant que possible,

revenir au niveau individuel et local, tout en s'assurant que les droits civils sont garantis pour tous les citoyens.

6 - Economies basées sur les communautés

Nous reconnaissons qu'il est essentiel de créer un système économique adaptable et soutenable, capable de créer des emplois et de fournir un niveau de vie décent pour chacun, tout en maintenant un équilibre écologique sain. Un système économique performant offrira un travail chargé de sens et digne, tout en assurant un revenu qui reflète la valeur réelle du travail d'une personne. Les communautés locales doivent tendre à un développement économique qui assure protection de l'environnement et droits des travailleurs, élargisse la participation des citoyens dans l'organisation et l'amélioration de notre qualité de vie. Nous soutenons les entreprises indépendantes et les grandes compagnies qui sont socialement responsables, ainsi que les coopératives et les entreprises publiques qui utilisent les ressources et les distribuent par des moyens démocratiques et participatifs.

7 - Féminisme

Nous avons hérité d'un système social basé sur la domination masculine sur les politiques et l'économie. Nous appelons au remplacement de la culture de la domination et du contrôle par des moyens plus coopératifs d'interaction, qui respectent les différences d'opinion et de genres. Les valeurs humaines comme l'égalité des sexes, la responsabilité interpersonnelle et l'honnêteté doivent être développés, ainsi que la conscience morale. Nous devrions nous rappeler que le processus qui détermine nos décisions et nos actes, est aussi important que de parvenir à nos fins.

8 - Respect de la diversité

Nous croyons qu'il est important de valoriser (n.d.trad. : évaluer ?) la diversité culturelle, ethnique, raciale, sexuelle, religieuse et spirituelle, et de promouvoir le développement

LES 10 VALEURS CLÉ (DES VERTS DES ETATS-UNIS) [SUITE]

de relations respectueuses entre ces composantes. Nous croyons que les éléments nombreux et variés de la société devraient se refléter dans nos organisations et leurs lieux de décision, et nous soutenons l'arrivée aux responsabilités de ceux qui ont traditionnellement été exclus des rôles dirigeants. Nous reconnaissons et encourageons le respect pour les autres formes de vie et la préservation de la biodiversité.

9 - Responsabilité personnelle et globale

Nous encourageons les individus à agir pour améliorer leur bien-être personnel et, dans le même temps, l'équilibre écologique et l'harmonie sociale. Nous recherchons à

nous associer avec les personnes et les organisations sur la planète qui oeuvrent pour la paix, la justice économique et la santé de la planète.

10 - Soucis du futur et soutenabilité

Nos actions et nos politiques devraient être motivés par des objectifs à long terme. Nous cherchons à protéger les ressources naturelles précieuses encore disponibles, à en disposer prudemment et à « défaire » tous les dégâts que nous avons créés, tout en développant des économies soutenables qui ne dépendent pas d'une expansion continue pour leur survie. Nous devons contrecarrer les logiques de court termes, en nous assurant que le développement économique, les nouvelles technologies

et les politiques fiscales sont responsables vis à vis des générations futures qui hériteront des résultats de nos actions. Notre ultime objectif n'est pas simplement de survivre, mais également de partager des vies qui valent d'être vécues. Nous pensons que la qualité de nos vies individuelles est enrichie par la qualité de la vie des autres. Nous encourageons tout un chacun à considérer la dignité et la valeur intrinsèque de toute vie, et de prendre le temps de comprendre et d'apprécier, eux-mêmes, leur communauté, et la resplendissante beauté de ce monde.

(traduction : F. Ghehioeche
et P. Girard, approuvée par H. Knight)

Plus d'infos :

<http://mapage.noos.fr/verts.utiles>

Contacts :

verts.utiles@noos.fr - 06 73 68 49 57

Presse :

06 14 81 56 79

Alsace :

Moog Jean-Claude, Sager Christian.

Centre :

Duthu Françoise.

Corse :

Babin Hélène.

Île-de-France :

Alluchon Mathilde, Baupin Denis, Dubarry Francis, Duval Vincent, Ghéhiouèche Farid, Girard Pascale, Guillaume Francine, Labrot Pierre, Le Clec'h Yann,

Pécheu Guy, Rodriguez Eduardo, Simonacci Vincent, Segaud Thierry, Tadj Khadidja.

Languedoc-Roussillon :

Casadevall Pierre, Navarro Guy.

Lorraine :

Maxent Boris.

Provence Alpes Côtes d'Azur :

Meaufront Marcel, Perrimond Jef.

Pays de la Loire :

Laurent Picouleau, Crozel Bernard.

Réunion :

Espéret Jean-Pierre.

Rhône-Alpes :

Muttiah Yogawawathaw.

LA CHARTE DE L'ÉLU ÉCOLOGISTE RÉFORMISTE RADICAL

Motivation

Rien ne sert d'être radical dans les discours avant élections si c'est pour se taire ensuite et être incapable de mettre en œuvre pratiquement les principes qui guident notre action. Ce « discours de la méthode » doit permettre de montrer que l'action dans les exécutifs peut être un levier de transforma-

tion réelle des pratiques politiques, des relations avec les citoyens. Redonner goût à la politique et confiance dans les institutions fait aussi partie de notre travail qui n'a jamais consisté à suivre les discours populistes du type « tous pourris ». Faire de la politique, être élu, c'est une action noble si l'on respecte quelques principes.

1- Tout mandat fera l'objet d'une annonce publique d'un programme de travail, d'un bilan annuel, d'un bilan de mi-mandat et de fin de mandat, présentant sans crainte les réussites et les échecs et analysant leurs raisons. Un groupe d'appui de l'élu pourra être constitué parmi les Verts et les sympathisants pour faire le point régulièrement et l'aider à réorienter sa pratique si nécessaire.

LA CHARTE DE L'ÉLU ÉCOLOGISTE RÉFORMISTE RADICAL [SUITE]

2- Toute décision politique prise dans le cadre de l'exécutif devra être liée à une procédure d'élaboration participative avec les «groupes concernés», entendus au sens large. Il vaut mieux une décision techniquement moins bonne mais assumée après un long processus collectif de co-production des politiques avec la population que d'excellentes solutions d'experts imposées à la hussarde. Cela suppose de freiner constamment la boulimie de décisions rapides de ses partenaires.

3- Tout élu écologiste considérera comme un bienfait la mobilisation ou la contestation des projets et veillera à modifier ses méthodes pour intégrer ces éléments, sans pour autant abandonner ses points de vue.

4- Tout élu écologiste aura à cœur de connaître très bien ses dossiers sur le plan technique. S'il ne peut prétendre être omniscient, il ne peut pas non plus déléguer certains points cruciaux à l'administration ou aux techniciens des entreprises privées, des cabinets de consultants. Il veillera à mettre en concurrence des points de vue différents, sans attribuer a priori de faveur à certaines opinions, en suscitant la controverse. Il n'existe jamais une solution technique unique.

5- Tout élu écologiste veillera à n'accepter aucune des affirmations des

partenaires politiques sans esprit critique, mais sans pour autant de suspicion a priori. L'élu écologiste doit surtout démontrer à chaque instant son imagination, son souci de solutions politiques participatives, sa prise en compte étendue des risques à long terme, des acteurs que l'on oublie, de la loi, des possibilités de mobiliser la population pour faire changer les situations. Bref, il n'est ni fataliste, ni résigné, ni technocrate je-sais-tout.

6- Tout élu écologiste acceptera et proposera des outils et des procédures d'évaluation des politiques publiques et de celles qui ont été conduites sous sa responsabilité et prendra en compte les indications ainsi obtenues, sans tenter de se défausser ou de se justifier à tout prix. Les électeurs sont majeurs et peuvent admettre qu'on ne réussit pas à tous les coups.

7- Les médias seront respectés pour leur travail et l'on évitera de s'en plaindre, en adoptant une politique de long terme, de travail sur le terrain. On ne délaissera pas pour autant l'action de communication pour éviter de voir les autres partis tirer profit des actions et des propositions que nous aurons mis en place. A l'inverse, on veillera bien à communiquer en priorité sur du travail effectué et non sur des annonces et on ne cherchera pas à passer dans les émissions qui ne permettent

aucun débat de fond et qui ne s'intéressent qu'à la vie privée des vedettes politiques.

8- Aucune offre d'avantages personnels ou tentative d'offres par les autres personnels politiques ou par des acteurs privés ne sera acceptée. Mieux, on menacera même de les dénoncer. Nous devons être sans doute plus stricts que nous ne le sommes en privé dans une telle fonction.

9- Les pratiques politiques d'arrangement seront limitées à leur strict minimum, on privilégiera les accords explicites et l'on veillera à écrire le maximum d'éléments sur les décisions, les compromis, les promesses, de façon à permettre leur contrôle a posteriori, y compris celui de la justice dans certains cas.

10- Toutes les rémunérations associées au poste d'élu seront annoncées publiquement et leur affectation décidée collectivement, de même que la définition des profils des collaborateurs et les procédures de recrutement. On évitera la dérive des cabinets pléthoriques, en préférant s'appuyer sur l'administration à condition de pouvoir y sélectionner les éléments les plus susceptibles de mettre en œuvre nos politiques aux leviers essentiels.

11- Tout élu écologiste veillera au respect des personnes dans toutes ses interventions, même les plus critiques.

Bretagne :

Boullier Dominique, Boullier Georges,
Goarnisson Philippe.

Centre :

Duthu Françoise, Masson Olivier.

Haute-Normandie :

Lancry Jean-Pierre.

Île-de-France :

Farbiaz Patrick, Guadi El Mehdi,
Mjati Zine-Eddine, Pagnac Elisabeth,
Pronier Raymond, Raynal Olivier.

Languedoc-Roussillon :

Pastor Silvain.

Midi-Pyrénées :

Brozio Brigitte.

Nord-Pas de Calais :

Boudailliez Brigitte, Gras Christophe, Guittet Benoît,
Plancke Dominique, Tostain Phippe.

Provence Alpes Côtes d'Azur :

Bordin Robert.

Rhône-Alpes :

Muttiah Yoganathan.

SOYONS TOUS DES MUTANTES ! POUR UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA NON-VIOLENCE

Les Verts sont nés de la prise de conscience des risques majeurs que le mode de production et de consommation actuel fait courir à la vie sur Terre. Ils ont aussi toujours envisagé des solutions décentralisées et démocratiques, enracinées dans une culture de la non-violence, respectant les différences et valorisant la coopération.

Mais entre la philosophie affichée et la réalité de nos pratiques, l'écart tend à devenir un gouffre : compétition pour les places électives internes et externes, conflits violents, cumuls, transparence relative en de nombreux domaines (versements d'élus...), rôle controversé des courants...

Qui peut croire qu'une société sobre et conviviale, fondée sur la qualité relationnelle et non sur l'accumulation privée de biens matériels, pourra résulter d'une action conduite sous l'égide d'une compétition sans pitié, privilégiant trop souvent l'intérêt particulier des personnes ou des groupes sur l'intérêt général ?

Entre le changement social et le changement personnel existe une incontestable relation. C'est ce qui résulte de l'expérience du Réseau Cultures, réunissant des militants du Nord et du Sud, qui a fonctionné de 97 à 99 sous les auspices de l'UNESCO. Ce réseau a voulu créer un espace d'échange pour des personnes engagées socialement, disposées à s'exprimer sur leur spiritualité personnelle. Spiritualité désigne ici les convictions, croyances et représentations issues des valeurs, des références éthiques, des religions ainsi que des philosophies laïques ou agnostiques.

L'un des participants, René Macaire, a tenté une présentation schématique de la synthèse des échanges, distinguant «militants» classiques et «mutants».

«MILITANTS»

1. Approche sécularisée : peu ou pas de spiritualité ni beaucoup d'attention aux relations interpersonnelles ; attentive au visible, au mesurable, au quantitatif.

2. Le résultat à tout prix : la fin justifie les moyens ; Léninisme (capitalisme aussi !) ; la taille, la force, la croissance, l'efficacité importent.

3. Action spécialisée : approche fragmentée de la connaissance (saucissonnage) et de l'action ; «expertise» acquise dans un seul domaine, à base d'une seule discipline.

4. Rationalisme et volontarisme : analyse (à distance) et décision rationnelle (froide) conduisant à la maîtrise du réel et la planification ; convictions pré-établies (idéologies)

5. Dominer («top-down») : approche hiérarchique ; valeurs patriarcales, males (yang) ; mentalité «d'avant-garde» politique : savoir (ce qui est bon) pour «les gens à la base» ; paternalisme (y compris paternalisme de gauche) ; les gens comme objets d'analyse sociale et d'action.

6. Prise de pouvoir : ce qui importe c'est de prendre et d'exercer le pouvoir (de l'Etat).

7. Ethnocentrisme : pas ou peu d'attention aux cultures locales ; projets de développement anti-culturels ; impérialisme culturel ; universalisme abstrait.

«MUTANTS»

1. Approche spirituelle : le spirituel et l'interpersonnel y sont essentiels ; attentive à la dimension invisible, non-mesurable, qualitative

2. Cohérence du processus : les moyens sont conformes aux buts (l'arbre est dans la semence) ; non-violence active ; «small» peut être «beautiful» ; fécondité.

3. Action multifonctionnelle : approche de la connaissance et de l'action en reconnaissant la com-

plexité et l'inter/réaction ; approche transdisciplinaire.

4. Holisme et synergie : raison et intuition (logos et mythos) pour aborder la réalité vivante et l'action ; l'action sociale comme acte sacré (bien qu'imparfaite) ; lâcher-prise et proximité (des gens, des événements).

5. Participer («bottom-up») : approche participative ; valeurs autant féminines que masculines (équilibre yin/yang) ; recherche-action participative ; modestie intellectuelle ; habilité à écouter et être patient ; les gens sont acteurs, sujets de l'analyse sociale et de l'action

6. Stimulation de la société civile appuyer des groupes humains et la dynamique associative ; aider les gens à se réaliser et à acquérir une voix, du pouvoir.

7. Prise en compte de la culture : la dynamique culturelle locale comme point de départ (donc participation intense) ; culture comme dation de sens : ni relativisme ni universalisme fallacieux ; culture comme point de départ du changement.

8. Coopération Nord-Sud : le paradigme de la réciprocité. C'est un des enseignements les plus forts à retirer de ce projet. Il pourrait s'intituler : la réciprocité. Celle-ci devrait devenir le nouveau paradigme des relations internationales et remplacer progressivement l'obsession «développementaliste» de l'intervention à sens unique (du Nord dans le Sud).

L'approche en terme de «mutants» est celle de l'écologie politique naissante. Comment revitaliser l'éthique du début, comment engager le processus d'articulation de la transformation personnelle et de la transformation sociale ? Constituons un groupe de travail sur la non-violence qui pourrait travailler à cela, notamment par la mise en place de formations et la diffusion des expériences réussies de fonctionnement différent.

SOYONS TOUS DES MUTANTES ! POUR UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA NON-VIOLENCE [SUITE]

Contact : francoise.duthu@club-internet.fr

Signataires :

Alsace :
Sager Christian.

Bretagne :
Ladame Philippe, Rodrigue Constance.

Champagne-Ardennes :
Leclerc Alain.

Île-de-France :
Alluchon Mathilde, Bavay Francine, Duthu Françoise,
Caceres Hélia, Capieu Michelle,
Dacheux Jean-Pierre, Dubarry Francis, Fradin Yann,
Girard Pascale, Guibert Bernard, Jaunas Daniel,
Simonacci Vincent, Soltic François, Vicherat Philippe.

Midi-Pyrénées :
Brozio Brigitte.

Nord-pas de Calais :
Bittner Katia.

Provence Alpes Côtes d'Azur :
Bordin Marie-Christine, Bordin Robert,
Heumann Carmen, Perrimond Jean-François.

Pays de la Loire :
Weller Emile .

Réunion :
Tagliaferri Jean-Marc.

Rhône-Alpes :
Yogananthan Muttiah .

DÉPASSER LA SOCIAL DÉMOCRATIE

La social-démocratie atteint désormais la fin de son cycle historique en Europe et ne peut plus remplir les espoirs qu'ont pu mettre en elles les populations. La France est un cas particulier parce que la social-démocratie n'a jamais occupé le pouvoir réellement, si ce n'est brièvement avec le Front Populaire. Le système Mitterrand n'avait rien à voir avec les pratiques mises en œuvre en Europe fondées sur la cogestion avec les syndicats et le développement d'un État-providence puissant. Nulle part cependant, la social-démocratie n'a de propositions sérieuses à faire pour sortir les pays européens de la précarité généralisée et de la crise environnementale. Sa force de résistance et de propositions s'est tellement amoindrie qu'elle est souvent assimilée dans l'opinion aux autres partis gestionnaires de droite. L'écologie politique a aujourd'hui pour tâche de dépasser la social-démocratie, en réinventant les idéaux qu'elle a perdus et en les adaptant à notre temps. La solidarité qui la fondait doit en effet être

désormais étendue à la planète, aux pays du Sud mais aussi aux systèmes vivants auxquels nous sommes reliés et qui sont tous menacés. Les certitudes qui la portaient (le progrès, la croissance, la défense de groupes identifiés) doivent céder devant une société à recomposer en tenant compte de l'incertitude qui est notre condition commune.

La fin de la social-démocratie s'explique avant tout par ses fondations, issues du XIX^e siècle, qui la rendent incapable de penser les situations complexes contemporaines, ce qui ne l'empêchera pas de jouer un rôle électoral majeur pendant longtemps, à moins que les Verts assument leur fonction de parti de transformation sociale du XXI^e siècle.

1/ Elle était supposée défendre la classe ouvrière. Elle voit cette base sociale disparaître en effectifs, se déstructurer dans sa culture, s'affaiblir constamment dans ses organisations syndicales, alors que les précaires sans espoir et sans

cadres sociaux se multiplient.

2/ Elle était supposée s'opposer au capitalisme industriel ou tenter de l'orienter par des politiques étatiques volontaristes (nationalisations, grands investissements). Elle n'a pas vu venir depuis 1971 la prise de pouvoir du capitalisme financier et immatériel, faits de réseaux, de flexibilité, de centres de décision internationaux indépendants du pouvoir politique national, mettant en cause tout le tissu industriel des pays européens.

3/ La social-démocratie était centrée sur l'État-nation, qu'elle a contribué à renforcer dans sa version État-providence. Elle n'est pas armée pour affronter la puissance internationale du capitalisme financier, ni la mondialisation des économies et des populations, ni les crises environnementales qui ne connaissent pas de frontières.

4/ Elle était porteuse de l'idée de progrès et de toute puissance de la technoscience pour favoriser

CONTRIBUTION POUR LE CONGRÈS DE REIMS 2004 DÉPASSER LA SOCIAL DÉMOCRATIE [SUITE]

le développement infini de l'économie. La social-démocratie n'est en rien préparée à adopter une vision critique de la science et de la technique pour reprendre les leviers de l'économie, pour adopter une posture de «modernité réflexive», pour se désintoxiquer de la croissance et du productivisme et pour traiter les crises écologiques redoutables qui nous attendent.

5/ La gauche française, si peu social-démocrate, a été élevée dans le giron de la république, certaine de la valeur de savoirs supposés universels, qu'il faut annoncer aux peuples du monde, porteuse de l'unité nationale de citoyens abstraits, certaine de la compétence de ses élus produits par la démocratie

représentative. Elle ne sait pas affronter la diversité culturelle créée par la mondialisation par le bas, par la disparition des repères communs a priori. Elle ne sait pas construire des politiques avec les populations, en prenant le risque des expériences et des pouvoirs collectifs pour des populations largement instruites.

Pour toutes ces raisons, il n'y a pas d'espoir d'évolution de la social-démocratie dans sa forme actuelle. Les débats qui agitent le PS français, si exotiques pour les autres partis européens, ne font que masquer l'impuissance du projet : la social-démocratie ne peut plus que suivre le libéralisme supposé «fatal» en l'adoucissant par compassion, comme elle l'a fait durant les années

Mitterrand, ou prétendre faire marche arrière vers des politiques nationales, étatiques, républicaines, qui ne sont que l'expression de l'inquiétude face à l'incertitude du monde contemporain.

La reconquête des électors populaires perdus ne se fera qu'en faisant confiance aux capacités de prise de pouvoir des collectifs, en adoptant une posture internationale sur tous les sujets, la solidarité devant se manifester avant tout avec le Sud, avec les précaires, avec les systèmes vivants. Pour que la gauche reprenne durablement le pouvoir, elle doit construire une nouvelle vision fondée sur une véritable activité politique de toute la société.

Signataires :

Bretagne :

Boullier Dominique, Boullier Georges,
Goarnisson Philippe.

Centre :

Duthu Françoise, Masson Olivier.

Île-de-France :

Farbiaz Patrick, Desessard Jean,
Guadi El Mehdi, Mjati Zine-Eddine, Pagnac Elisabeth,
Pronier Raymond, Raynal Olivier.

Languedoc-Roussillon

Pastor Silvain.

Limousin :

Normand Dominique.

Nord-Pas de Calais :

Gras Christophe, Guittet Benoît, Plancke Dominique,
Tostain Philippe.

Provence Alpes Côtes d'Azur :

Bordin Robert.

Rhône-Alpes :

Kermen Pierre, Muttiah Yoganathan.

LA TÊTE DANS L'UTOPIE ET LES PIEDS DANS LE RÉEL

Comme de nombreux Verts, notre seule histoire politique, c'est l'écologie. Si beaucoup de personnes partagent nos idées et nos utopies, elles ne vont pas forcément voter, comme lors du 21 avril.

Comme nous voyons notre parti se perdre dans des débats d'hier et abandonner progressivement ses idéaux, nous tirons la sonnette d'alarme, pour que nos éléphants et notre mouvement ne finissent pas au cimetière de la politique.

Jeunes cons contre vieux cons ?

Suffit-il d'être le parti de France le moins âgé pour être jeune ? Pour nous, Goldman est avant tout un chanteur de variété ringard. Nous ne savons pas trop qui est passé par l'OCI ou le PCML. Les Trente Glorieuses sont aussi éloignées pour nous que le Front Populaire pour d'autres. Nous sommes arrivés avec le Sida, le chômage a hanté nos études et nous avons grandi avec la gauche caviar, celle qui a tué Fernando Pereira, celle des « affaires »...

Cela ne veut pas dire que notre engagement est désabusé. Il est au contraire plus exigeant et plus lucide.

Ecouter le monde

Nous nous engageons dans les nouvelles formes de lutte antipub, le pacifisme, la solidarité internationale, les dénonciations de la surconsommation, du tout bagnole, du nucléaire. Nous croyons en l'utopie de la décroissance, sans y voir un nouveau grand soir écolo, mais un moteur pour changer les comportements quotidiens. Les idéaux de l'écologie politique ne nous font pas peur, ils sont notre avenir.

Si nous sommes exigeantes dans nos objectifs, nous n'en vivons pas moins dans le monde réel. Nous ne voulons pas plaquer un dogme sur le monde.

Réduire le débat à une opposition

entre le Bien et le Mal nous empêche d'écouter tous les acteurs, notamment ceux qui ne sont pas structurés en lobbies. On ne peut parler du voile, sans entendre les femmes voilées. On ne peut parler de prostitution, sans entendre les prostituées.

Ecouter le monde, c'est aussi en finir avec le conservatisme de gauche. Le service public est menacé, pour le sauver, nous devons le renouveler plutôt que le vénérer aveuglément. Ni ultra-libéralisme de droite, ni immobilisme suicidaire : les Verts ont su développer des positions novatrices sur des sujets difficiles comme la réforme de la sécurité sociale, le partage du temps de travail, la responsabilité sociale environnementale des entreprises, la démocratie participative, le revenu d'existence... Inventons la suite !

Créer le rapport de force, pied à pied

Nous ne pensons pas que seuls les élus permettent de changer les politiques publiques. Le FN l'a malheureusement montré sur la sécurité ou l'immigration : on peut influencer un gouvernement sans avoir un seul élu.

Bien sûr nous souhaitons un groupe à l'Assemblée nationale, mais pas à n'importe quel prix. En 1997, les Verts ont bien fait de participer au gouvernement. Mais ils auraient dû le quitter en 2000 lorsque le souffle réformateur s'est éteint, quand le PS nous a assis sur le pic de Hubbert.

Dans nos relations avec les socialistes, il nous faut d'abord créer le rapport de force, sur le terrain et dans les urnes, et ne pas se laisser piéger dans des calculs de marchands de tapis.

Prêtes à être élue et à assumer des responsabilités, nous pensons aussi que quand les conditions ne sont pas réunies pour obtenir des résultats, il faut savoir refuser les postes et poursuivre

notre action sur d'autres terrains.

Et ce n'est pas qu'un discours de quinquas ex-PSU ou ex-Mao ou ex-Gnagna ! C'est un discours actuel, qui répond aux attentes des jeunes de gauche, qui demandent autre chose que les discours figés d'Arlette ou le sage ronronnement du PS.

De nouvelles têtes !

Pour nous, la parité et le non-cumul (dans le temps et dans les fonctions) ne sont pas solubles dans les ors de la République. Mais il ne suffit pas de proclamer « parité » ou « non-cumul » avec beaucoup de conviction. Il faut des mesures concrètes et symboliques : alterner et renouveler les candidatures féminines et masculines à la présidentielle, motiver les femmes pour qu'elles arrêtent de penser qu'elles n'en sont pas capables, soutenir le mouvement de jeunesse, transmettre les savoirs et les expériences des élues, se battre pour le statut des élues, réfléchir à leur « reconversion » après.

C'est bien le minimum pour renouveler le politique qui rebute toujours autant nos anciens copains de classe... Féminiser, rajeunir, changer les têtes - ce qui ne signifie pas les couper...

Les Verts ne sont pas forcément des quinquas à moustaches ! Choisissons des candidats « hors normes » ou à l'image de notre électorat. Osons des campagnes décalées. Rigolons. Sachons être sérieux sans nous prendre au sérieux. Donnons envie d'adhérer aux Verts.

Nous voulons changer le monde maintenant, parce qu'il faut bien commencer par quelque part. Radicaux mais réalistes, c'est l'esprit des altermondialistes : ne pas renier les petits pas tout en ayant l'utopie de croire qu'un autre monde est possible et que nous le construirons dans celui-ci.

Contact : dqpg@ouvaton.org

Signataires

Bourgogne :
Roux André.

Aoustin Marie, Bastard Luc, Blettery-Dufлот Cécile,
Bourgain Catherine, Bu Ludovic, Canfin Pascal,

Bretagne :
Rodrigue Constance.

Île-de-France :

LA TÊTE DANS L'UTOPIE ET LES PIEDS DANS LE RÉEL [SUITE]

De Oliveira Helder, Dubarry Véronique, Ducasse Benoît,
Fontanès Marc, Giry Thomas, Gleizes Jérôme,
Héron Bernard, Lallemand Jean-Charles,
Le Strat Anne, Marcellesi Florent, Martini Lucia,
Mazzacurati Emilie, Mosmant Daniel,
Nenner Charlotte, Rufet Corinne, Sas Eva,
Vansteenkiste Fabienne.

Languedoc-Roussillon :
Lemaître Michèle.

Haute-Normandie :
Chevallier Jean-Claude, Cormand David,
Grima Guillaume.

Provence-Alpes-Côte d'Azur :
Belu Adrian, Imbert-Vier Simon, Marimot Guy,
Meunier Jeanne.

Rhône-Alpes
Meyer Jean-Pierre.

FAIRE DES VERTS UN PARTI D'INTERVENTION

Le constat est partagé par la plupart des adhérents : les Verts ont tendance à devenir un parti d'élus, et les militants à se centrer sur les élections.

Nous ne pouvons espérer relancer le modèle des partis de masse jouant à tout prix la quantité d'adhérents, car les rares personnes qui veulent faire de la politique actuellement veulent de vrais engagements pour servir à quelque chose. Nous ne pouvons pas non plus copier les activistes de Greenpeace par exemple qui sélectionnent leurs militants (et les distinguent des cotisants) pour des actions très pointues. Pourtant, nous devons certainement nous inspirer d'eux pour faire de notre parti un vrai parti d'intervention.

Les campagnes que nous menons actuellement se résument trop souvent à des diffusions de tracts, à quelques affiches et à la participation souvent banale à des manifestations de rue. Ce « répertoire d'actions » est insuffisant pour faire participer les groupes sociaux mais aussi pour influencer l'opinion à travers les médias. Nous participons à des actions non violentes de désobéissance civile, sans pour autant avoir pensé finement les stratégies à mettre en œuvre avec une telle méthode de mobilisation. Il est temps que notre parti indique quelles sont les formes contemporaines d'action de masse qui lui sont particulières et qui don-

nent le plus de chances aux collectifs de gagner et de reprendre le pouvoir sur leur propre vie. C'est avant tout de cette façon que nous attirerons des adhérents d'origine sociale différente.

Pour construire un parti d'intervention, quatre conditions (au moins) sont à réunir :

1/ Créer une délégation à la stratégie au sein du CE : la stratégie, ce n'est pas de savoir comment obtenir le maximum d'élus de la part du PS. C'est d'abord d'analyser sur chaque question que nous jugeons cruciale politiquement, les forces en présence, avant tout les mouvements associatifs, les ONG, les mouvances altermondialistes et écologistes en particulier. C'est étudier les positions des uns et des autres, pour imaginer des scénarios d'alliances possibles, en fonction d'objectifs d'action gagnables, en ciblant clairement les ennemis. Nous visons à faire gagner de la puissance aux mouvements sociaux autour des thèmes défendus par les écologistes, sur l'environnement et au-delà.

2/ Répertorier les formes d'action les plus adaptées et se préparer à les utiliser, en montrant bien en quoi elles sont spécifiques de l'écologie politique et de notre analyse de l'état du capitalisme contemporain.

• Le boycott est une première arme parce que les grèves, traditionnels

leviers du mouvement ouvrier, ne suffisent plus à faire plier les grandes compagnies régulées par des logiques de capitaux financiers internationalisés. Le renom des marques, le pouvoir des consommateurs deviennent des leviers essentiels pour retrouver les rapports de force de masse, à condition de toujours garder le souci du Sud et des salariés de ces entreprises à la fois.

• La désobéissance civile est une forme d'action non violente traditionnelle de masse qui doit être réexploitée plus couramment car la situation de crise environnementale comme la précarisation sociale généralisée justifient des actions qui font avancer le droit contre l'ordre établi. Une analyse précise des conditions de sa mise en œuvre est toujours nécessaire pour qu'elle ne se coupe pas des populations qu'elle est supposée défendre.

• L'organisation de forums civiques, de formes diverses de controverses, des plus locales aux plus générales, la capacité à organiser des collectifs qui construisent le problème en même temps qu'ils définissent les alliances nécessaires, doivent faire partie de la marque de fabrique des Verts, la co-production des politiques avec les acteurs.

3/ Etablir des alliances sectorielles. Nous devons identifier nos forces dans chaque secteur d'activité puis

CONTRIBUTION POUR LE CONGRÈS DE REIMS 2004-10-06 FAIRE DES VERTS UN PARTI D'INTERVENTION [SUITE]

définir quelques thèmes centraux qui nous paraissent prioritaires dans les deux ans à venir, pas plus de deux, en identifiant les alliances à nouer. Ces alliances sectorielles doivent déboucher sur des batailles à objectifs précis et gagnables pour renforcer la confiance des acteurs dans la mobilisation collective.

4/ Former les militants. Les adhérents ne veulent pas tous militer

et pas tout le temps et pas sur tous les sujets. Il faut pouvoir identifier nommément ceux qui souhaitent s'engager pour deux ans, dans une campagne donnée, les former à l'intervention et les dégager d'autres responsabilités. Pour cela, une formation théorique et pratique doit être fournie, fondée sur les méthodes de cas, de mises en situation, à la fois pour l'action publique collective

de boycott ou d'intervention et pour les méthodes de gestion de collectifs qui prennent du pouvoir et de controverses.

Nous pourrions ainsi faire des Verts le parti d'accueil de tous ceux qui ne se résignent ni à la simple protestation ni à la gestion pure des affaires publiques.

Signataires :

Bretagne :

Boullier Dominique, Boullier Georges,
Goarnisson Philippe.

Centre :

Duthu Françoise, Masson Olivier.

Haute-Normandie :

Lancry Jean-Pierre, Taleb Claude.

Île-de-France :

Farbiaz Patrick, Desessard Jean,
Pagnac Elisabeth, Pronier Raymond, Raynal Olivier.

Languedoc-Roussillon :

Pizio André, Pastor Sylvain.

Limousin :

Normand Dominique.

Nord-Pas de Calais :

Bittner Katia, Daleux Lise, Guittet Benoît,
Plancke Dominique, Tostain Philippe.

Pays de la Loire :

Braud Alexix.

Provence Alpes Côtes d'Azur :

Bordin Robert.

Rhône-Alpes :

Muttiah Yoganathan.

PRÉSERVATION DE LA NATURE

Les questions d'environnement n'ont jamais totalement disparu du discours des Verts. C'est leur approche qui trop souvent devient restrictive, au nom d'un utilitarisme à courte vue. Nul ne minore les risques sanitaires liés aux pollutions ; la déplétion des ressources, le changement climatique sont évidemment des enjeux majeurs du point de vue humain. (cf contributions «crises environnementales I et II»).

Théodore Monod déclarait «je n'aime pas le mot environnement», il remplace trop souvent aujourd'hui le mot «nature». Terme plus technique, voire plus politiquement correct. «L'environnement» est plus facilement gérable.

Trop souvent on parle de la nature pour l'exploiter, la nettoyer. Les

enjeux utilitaires sont clairs, certains n'hésitant pas à envisager sa domestication quasi totale. Comme si l'on pouvait prendre le pari que l'ingéniosité humaine, ses technologies pourraient suppléer totalement les mécanismes complexes, les fonctions essentielles fournies par la biosphère. Certes certains s'enrichissent en essayant d'y suppléer. Mais là n'est pas le seul enjeu essentiel.

Le mot «nature» ne peut continuer à disparaître de notre langage, de celui des Verts. Il est temps de le réhabiliter car, loin de la seule notion réductrice (et souvent méprisante) de la protection des petites fleurs, préserver la nature c'est préserver les relations entre l'homme et la richesse de la vie.

C'est aussi comme espèce dite

«intelligente», assumer notre responsabilité, non escamotable, vis à vis des autres espèces. Étant l'un des multiples avatars de cette aventure de la vie, comment pouvons-nous affirmer qu'il existe un moment, quelque part au cours de ses deux ou trois millions d'années de notre émergence, où nous aurions franchi une étape qui nous met au dessus des autres espèces vivantes ? De multiples travaux d'ethnologie animale démontrent que nous ne sommes pas les seuls êtres capables de ressentir, manifester joie et souffrance. Certes les capacités du ver de terre sont limitées, mais il est essentiel à l'entretien des sols. Cependant les grands singes, les dauphins, les éléphants, les baleines et bien d'autres éprouvent des sentiments.

PRÉSERVATION DE LA NATURE [SUITE]

Se préoccuper de protection de la diversité biologique n'est pas s'apitoyer sur les petites bêtes ; la nature est amoral, faite, entre autres, de rapports prédateur-proie, parfois violente à notre égard. Mais n'oublions pas que c'est notre négligence qui transforme trop souvent un phénomène naturel en catastrophe. Il s'agit de préserver une aventure prodigieuse, celle de l'Évolution, qui permet l'existence d'une diversité de formes, d'adaptations parfaitement intégrés aux cycles naturels, riche en couleurs, en sonorités, en sensations, en formes extraordinaires, les unes et les autres changeantes au grés des saisons. Capables d'apporter des sensations de plénitude, de calme, de plaisirs, loin du stress, de l'agitation trépidantes des concentrations humaines. Combien d'enfants, d'adultes qui ne connaissent que le béton, le gris des villes, des banlieues parsemées de quelques misérables tâches, trouées verdâtres. Pour qui la nature réelle est, paraît-il, « sale », à nettoyer.

L'aventure de l'Évolution, impitoyable, a connu au moins cinq événements d'extinctions massives identifiés qui ont provoqué la disparition de 80 à 99 % des espèces apparues durant plus de 3 milliards d'années. Pourtant la vie y a très bien survécu, et cela sans aucune aide humaine. Le phénomène de disparition n'est donc pas grave en lui-même. Le véritable danger d'aujourd'hui est lié à la nature du mode de développement humain qui conduit à une accélération brutale (100 à 1000 fois) du rythme de disparition. Émerge le risque d'une sixième extinction massive dans des conditions où les capacités de compensation par apparition de nouvelles espèces se voient elles mêmes gravement réduites.

Soyons clair : le problème n'est pas que l'espèce humaine interagisse avec le reste de la biosphère, c'est même consubstantiel de sa dimension d'être vivant, donc indispensable à son existence. La gravité résulte

de l'intensité des impacts essentiellement destructeurs, inspirés pour l'essentiel par des logiques d'intérêts strictement anthropocentriques.

Notre ambition, parce que l'une des finalités essentielles de la lutte pour que chacun puisse manger à sa faim, c'est de permettre d'être disponible pour jouir des beautés de la nature et non être obsédé par la survie. C'est de faire en sorte que les générations futures, comme les enfants d'aujourd'hui, puissent continuer à découvrir, et même retrouver y compris au coeur des villes, le plaisir de contempler dans les déchirements de la brume matinale sur l'étang miroir, les premiers reflets du soleil alors que commence le ballet des libellules aux ailes diaphanes, des foulques macroules, que s'élève le chant du grillon ou du rossignol, tandis que dans les fourrés se glisse le renard, que le cerf regagne son gîte, que la chouette chevêche s'endort au creux de son arbre.

Signataires :

Alsace :

Stoll Henri, Wherling Yann.

Bretagne :

Uguen Alain .

Champagne-Ardenne :

Osban Viviane.

Franche Comté :

Marchand Eliane.

Haute-Normandie :

Cormand David.

Île-de-France :

Chenais Joël, Driot Marie Hélène, Flores François,
Gaspalou Michèle, Jean Joseph Alain,
Lecuyer Colette, Labathe Frédéric, Lelièvre Maud,
Papaloisos-Chenais Héléne, Poirier Michel,
Poli Stéphane, Vicherat Phillippe.

Languedoc-Roussillon :

Biau Jean Claude, Dupont Laurent, Lindeker Robert,
Pollet Patrice, Wattré Max.

Lorraine :

Isler-Béguin Marie-Anne, Chiajeze Roger,
Angles Lina.

Midi-Pyrénées :

Jurado Alexandre, Bleuse Michèle, Cau Michel.

Pays de la Loire :

Desprez Frantz.

Provence Alpes Côtes d'Azur :

Azibi Gérard, Azibi Ludovic, Azibi Sebastien,
Navio Sophie, Chesnel Luc, Murret Jean Pierre.

Poitou-Charentes :

Boucher Christophe, Maret Jacques,
Blanchet Maxime.

Rhône-Alpes :

Arnou Eric, Dinguerard Maguette, Longeon Olivier.